

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
REVENDICATION DES MEUBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 26 janvier 1901 à 2 h. 1/2

PAR

Victor P. MOLDOVEANU

Président : M. WEISS, professeur.

Assesseurs : MM. PILLET et SAUZET, professeurs.

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

—
1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

REVENDEICATION DES MEUBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 26 janvier 1901 à 2 h. 1/2

PAR

Victor P. MOLDOVEANU

Président : M. WEISS, professeur.

Assesseurs : MM. PILLET et SAUZET, professeurs.

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

La règle : « en fait de meubles, possession vaut titre » consacrée par l'article 2279 et qui fait l'objet de notre étude, étant généralement présentée comme une règle traditionnelle, il nous a semblé nécessaire de diviser notre travail en deux parties.

La première sera consacrée à l'étude de la question au point de vue historique, chose que nous ferons du reste assez brièvement, la question ayant déjà été traitée d'une manière complète (1). La seconde sera consacrée à l'étude de la législation actuelle.

1. Jobbé-Duval. *Etudes historiques sur la revendication des meubles*. — Ortlieb. *Effets de la possession des meubles*. — Van Bemmelen. *Le système de la propriété mobilière*. — Poincaré. *Du droit de suite en matière mobilière*.

A Rome, jamais la distinction des meubles et des immeubles n'a été généralisée de manière à embrasser toutes les choses, elle ne portait que sur les choses corporelles ; et, même ainsi restreinte, cette distinction n'a jamais été signalée par Justinien ou par les jurisconsultes que d'une manière accidentelle, et cela probablement parce que l'intérêt pratique de la distinction manquait.

On ne peut pourtant pas dire que les meubles étaient régis par un régime tout-à-fait pareil à celui des immeubles. Il est vrai que pour les meubles comme pour les immeubles, on distinguait la possession et la propriété ; l'une, garantie par des interdits (*utrubi* pour les meubles, *uti possidetis* pour les immeubles), l'autre par la revendication ; que cette possession pouvait, si elle était prolongée pendant un certain laps de temps, conduire à la propriété aussi bien pour les meubles que pour les immeubles ; enfin de même que les immeubles, les meubles étaient susceptibles d'être hypothéqués.

Mais à part cela il y avait des différences entre ces deux régimes. D'abord en matière de possession, les interdits *utrubi* et *uti possidetis* s'exerçaient suivant des règles différentes ; pour réussir dans l'interdit *uti possidetis* il faut avoir la possession actuelle de la chose, tandis, que pour réussir dans l'interdit *utrubi* il faut avoir possédé pendant un temps plus long que

son adversaire dans l'année qui précède la délivrance de l'interdit.

Justinien fit disparaître cette différence en faisant triompher dans tous les cas le possesseur actuel (1). Il y a donc, à ce point de vue, ressemblance entre les deux régimes des meubles et des immeubles, d'une part possession avec interdit, d'autre part propriété avec action en revendication.

Nous trouvons une autre différence à propos de l'usucapion ; pour les meubles il suffisait que la possession eût duré un an, pour les immeubles il fallait qu'elle se fût prolongée pendant deux années. Justinien qui remania toute la théorie de l'usucapion, remania aussi cette règle, qui a été déjà formulée dans les XII Tables, décidant qu'elle s'accomplirait dorénavant par le délai nouveau de trois ans pour les meubles et pour les immeubles par les délais de dix à vingt ans, suivant qu'elle avait lieu entre présents ou entre absents (2).

Signalons, à propos de l'usucapion, une autre différence, les choses furtives ne peuvent être usucapées. La loi des XII Tables avait déjà formulé cette prohibition : « *Furtivæ rei æterna auctoritas esto* » et au VI^e siècle la loi Atina venait à nouveau la vivifier. (3)

Cette règle qui, dans le droit le plus récent, ne sem-

1. Girard. *Manuel élémentaire de Droit romain*, p. 263.

2. Girard. *op. cit.* p. 287.

3. Girard *op. cit.* p. 296.

ble pas viser le voleur mais les personnes autres que lui qui par la suite auraient acquis la chose, a dû s'appliquer à l'origine au voleur lui-même (1).

Il est très probable que dans l'ancien droit, le juste titre et la bonne foi n'étaient pas nécessaires pour fonder une possession utile pour l'usucapion ; la durée d'une année de la possession était suffisante.

Cette disposition n'était pas applicable aux immeubles, car les immeubles d'après l'opinion dominante n'étaient pas susceptibles de vol, et il a fallu une loi spéciale, la loi *Plautia*, pour défendre l'usucapion des biens enlevés par violence (2).

Mais l'extension très grande de la notion du *furtum*, rendait presque impossible en général l'usucapion des meubles, car le *furtum* consiste non-seulement dans la soustraction frauduleuse de la chose, mais dans l'acte d'appropriation frauduleuse de cette chose. Or, comme l'usucapion suppose l'acquisition *a non domino*, il semblait que cette règle rendait impossible toute usucapion des meubles. Il y aurait eu alors dans la pratique une différence très importante entre les meubles et les immeubles. La possibilité d'une pareille conclusion et sa fausseté ont été déjà signalées par les jurisconsultes romains, car d'une part le vice résultant de la furtivité est purgé, du jour où la chose volée est revenue entre les mains du propriétaire ou du jour

1. Girard, *op cit.* p. 293 et la note 1.

2. Girard, *op. cit.*, p. 296 texte et note 4.

où il a recouvré la possibilité de la réclamer ; d'autre part il est possible que l'aliénation faite par le *non dominus*, soit l'œuvre d'une erreur de fait ou de droit et dans ces cas l'usucapion est possible (1).

Il résulte donc, que, à Rome, en matière de meubles, la possession est séparée de la propriété, que la première est garantie par un interdit, et que le propriétaire d'un meuble dépourvu de la possession, peut revendiquer son bien entre les mains des tiers, sauf pour les tiers le droit de lui opposer l'usucapion ou la *longi temporis præscriptio*, possible dans un certain nombre de cas.

Ce système qui fut pendant des siècles en vigueur à Rome, nous apparaît comme étant en opposition complète avec la maxime contenue dans l'article 2279 ; ce n'est donc pas dans le droit romain, mais ailleurs, dans le droit germanique ou dans le droit coutumier qu'il faut chercher l'origine de cette maxime.

Les Germains et les Francs ont connu la propriété individuelle des choses mobilières, (j'ai dit choses parce que, comme les Romains, les Francs ne classaient pas les droits parmi les meubles) ; et chez eux cette propriété était pour la plupart du temps manifestée par des signes extérieurs, par des marques de familles, des signes personnels apposés sur la chose ; voilà un point qui semble aujourd'hui acquis ; mais on se demande, et la réponse ne va pas sans difficulté, comment cette propriété était protégée, quelle était l'action

1. Girard, *op. cit.*, p. 297 texte et note 2.

que les lois franques et germanes accordaient au propriétaire dépouillé de sa chose ?

On admet généralement que ni les lois barbares ni les coutumes germaniques n'ont connu l'action en revendication. En effet le nombre des actions est très restreint à cette époque et celles qui existent sont soigneusement réglementées par la loi ; or en nous rapportant à la loi Salique, il nous est facile de constater que cette loi garde à propos de la revendication le silence le plus complet (1).

Il nous est donc permis de conclure que cette dernière n'existait pas ; mais il ne faut pas conclure de là que le propriétaire dépossédé malgré lui, n'avait pas le droit de recouvrer l'objet dont il a été dépouillé. Les Germains, loin de consacrer une pareille injustice, ont, au contraire, grâce à des distinctions visant presque toutes les hypothèses pratiques, assuré dans nombre de cas le recouvrement de l'objet au profit du propriétaire dépouillé ; seulement, les actions qui lui étaient données n'avaient pas à l'origine la même nature que la revendication romaine.

En effet, si la perte de la chose est le résultat d'un fait involontaire, il naît au profit du propriétaire une action *ex-delicto*, destinée à la réparation du préjudice, et cela, que la dépossession ait pour cause un vol ou simplement la perte de la chose, car on rencontre dans le droit germanique des textes nombreux

1. V. M. Lefebvre à son *Cours de droit coutumier* (1894-1895).

qui prouvent que le détenteur du meuble perdu sera traité comme voleur, s'il ne s'est pas soumis à certaines formalités. L'action accordée au propriétaire déposé par le vol ou par la perte n'est pas personnelle mais réelle, car elle permettait au propriétaire de suivre sa chose en toutes mains, le seul fait de la possession donnant droit à la poursuite. La procédure à suivre dans cette première hypothèse est la suivante : le propriétaire appelle à lui ses voisins, les membres de la tribu, et comme on faisait jadis à Rome en matière de *furtum conceptum*, la petite troupe suit les traces de la chose volée, et procède à une perquisition domiciliaire chez l'individu soupçonné d'être l'auteur du vol ; perquisition à laquelle celui-ci ne peut s'opposer sans être considéré comme voleur (1). En revanche, toute violence est interdite au plaignant et à ses compagnons, et même on punit par la perte d'un enjeu (quatre deniers déposés sur le seuil) les perquisitions imprudentes. La procédure que l'on suivait dès lors était différente, selon que l'objet avait été ou non retrouvé dans l'intervalle de trois jours, selon qu'il y avait ou non *flagrant délit*.

Nous n'entrerons pas dans l'étude des difficultés historiques qu'a fait naître, à ce point de vue, l'obscurité des textes, nous nous contenterons d'exposer sommairement les règles édictées par la loi des Ripuaires.

Cette loi déclare qu'en cas de flagrant délit le plai-

1. Loi salique, t. XXXVII, loi des Ripuaires t. XLVII.

gnant est tenu de lier le voleur et de l'amener en justice ; à défaut de juge régulier, un tribunal spécial pourra se constituer pour condamner le malfaiteur. Si, l'accusé reconnaît les faits qui lui sont imputés, aucune preuve ne sera nécessaire ; si, au contraire, il conteste, le propriétaire dépouillé fera jurer par six témoins que l'objet lui a été volé et retrouvé dans les trois jours entre les mains de l'adversaire. Et alors, il emporte sa chose, *revocat*, mais il l'emporte, dit le texte, *absque intertiato* (1).

La traduction de ces mots a donné lieu à des difficultés assez graves. Il nous paraît plus exact de traduire avec M. Jobbé-Duval (2), le volé emporte sa chose sans entiercement, c'est-à-dire il recouvre la possession de la chose volée, sans que celle-ci soit, pendant l'instance, mise aux mains d'une tierce personne chargée de la conserver, et c'est ceci qui constituerait la différence entre ce premier cas et l'hypothèse où, au contraire, le délit n'est pas flagrant, où, la chose est retrouvée entre les mains d'un tiers plus de trois jours après le vol. En ce cas, comme dans le précédent, après reconnaissance formelle du meuble, constatation de l'identité de la chose, il y a *missio manus in rem*, ce que l'école française explique de la manière suivante : il y aurait en ce cas saisie de l'objet trouvé, puis remise en mains tierces de la chose.

1. Loi des Ripuaires, t. XLVII, 1.

2. Jobbé-Duval, *op. cit.* p. 26.

Ces diverses formalités accomplies, s'engage la procédure judiciaire, mais, chose remarquable, le débat s'engage non sur la question de propriété mais sur la question du vol. Ou bien le défendeur trouve un garant et il est libéré de l'action, à moins cependant que le garant refuse de le défendre, cas auquel le voleur perdra donc son procès d'après la loi Ripuaire, et où il sera condamné à payer l'amende (1); ou bien il n'en trouve pas et alors, si la plainte est reconnue fondée, le demandeur a droit à la restitution de l'objet et le voleur est puni d'une amende. Si, au contraire, la demande n'est pas fondée, c'est le demandeur qui est condamné à l'amende.

La loi accordant au propriétaire dépouillé le droit de poursuivre sa chose entre les mains des tiers, on pourrait être tenté de croire qu'on se trouve en face d'une véritable action en revendication contre tout tiers détenteur ; mais il ne faut pas oublier que, si le droit de propriété est invoqué dans le débat, ce n'est qu'accessoirement, pour permettre la constatation juridique du vol. Il n'y a donc pas d'action en revendication proprement dite, fondée uniquement sur le droit de propriété du demandeur. En cette première hypothèse (dépossession involontaire) il n'existe qu'une action délictuelle née du fait du vol ou de la perte (2).

1. Loi des Ripuaires, XXXIII, § 3.

2. V. En ce sens Poincaré, *op. cit.*, p. 92, et M. Lefebvre à son cours.

Examinons maintenant le cas où la dépossession a été volontaire. Ici encore nous ne voyons qu'une action personnelle contre l'emprunteur, aucune poursuite ne peut être exercée contre l'acheteur, en un mot aucune action en revendication n'est donnée au propriétaire dépossédé. En accordant simplement au propriétaire une action personnelle *de re præstita* contre celui avec qui il avait traité, on est forcé de conclure, que si le dépositaire, par exemple, a aliéné la chose, le propriétaire n'a contre les tiers aucune action ; pas plus qu'il n'a contre le dépositaire une action *ex delicto*, car l'abus de confiance n'est pas assimilé au vol.

Le motif de la distinction, c'est qu'en effet en cas de dépossession volontaire le propriétaire abdique les droits inhérents à sa possession, tous droits sur la chose appartiennent désormais à ceux avec lesquels il a traité, et qui ne sont liés que par une promesse de restitution sanctionnée par une action personnelle. C'est cette action personnelle seule, que le déposant pourra intenter contre le dépositaire infidèle (1).

Les textes ne visent que l'aliénation faite de mauvaise foi, et cela se comprend facilement, vu que l'aliénation de bonne foi de la chose d'autrui devait être fort rare ; l'usage des marques, dont nous avons parlé plus haut, devait rendre assez difficile, sinon tout à

1. M. Lefebvre à son cours.

fait impossible, l'aliénation de bonne foi d'un meuble par l'individu non propriétaire (1).

Et c'est tellement vrai qu'en cas de dépossession volontaire, le propriétaire perdait tous droits résultant de sa propriété, car, si le dépositaire a, non pas aliéné, mais perdu la chose (ou que la chose lui a été volée) l'action *ex delicto* née du vol lui appartient avec charge de rendre ensuite le meuble comme c'était convenu; le déposant n'a ici encore que le secours de l'action contractuelle.

Nous voyons donc qu'à la différence de ce qui s'est passé en droit romain, le droit barbare n'accordait pas de revendication au propriétaire qui s'est volontairement dessaisi de sa chose, soit en la prêtant, soit en l'engageant, et, s'il arrive que l'emprunteur ou le gagiste donne à son tour la chose en gage, alors *li gages tient*, c'est-à-dire que le propriétaire ne peut saisir l'objet entre les mains du second gagiste (2).

Enfin tout doute sur la question est écarté, si nous remarquons que le moyen âge ignorait l'usucapion des meubles et la raison donnée de cette lacune par les auteurs est bien en harmonie avec notre doctrine. L'usucapion, disent-ils, n'était pas nécessaire en l'absence du droit de suite.

Le moyen-âge conserva la tradition germanique et

1. Poincaré, *op. cit.*, p. 83.

2. Livre de justice et de plet. L. XIX t. XXXV § 3 et § 18.

jusqu'au xiv^e siècle le principe que les meubles n'ont pas de droit de suite persista mais seulement dans ses grandes lignes, car, bien que la théorie n'ait pas été changée d'une façon complète il intervient cependant sur certains points quelques modifications. Le principe, disons-nous, est maintenu, on lit dans Desfontaines : « Si aucun requiert une chose comme sienne, notre usage ne reçoit pas telle action, il doit dire : je requiers cette chose comme m'ayant été volée ou par moi perdue » (1). De même certaines conséquences existent encore, et en cas de dépossession volontaire le propriétaire n'a qu'une action contractuelle contre celui avec lequel il a traité.

Au contraire, on accorde au propriétaire dépossédé involontairement, c'est-à-dire par la perte ou par le vol, à côté de l'action délictuelle née du vol et appelée action de vol proprement dite, une autre action qui paraît, elle aussi, être délictuelle et qu'on appelle l'action de chose emblée. Par cette action le demandeur n'accuse plus le défendeur d'être l'auteur du vol ; il prétend seulement que la chose qui se trouve entre les mains du défendeur lui a été volée ; et c'est pour ce motif que l'action de chose emblée peut être intentée non seulement contre le voleur, mais contre tout détenteur actuel de la chose (2). Et cette action,

1. Tome XII, n° 3,

2. M. Lefebvre à son cours. Jobbé-Duval, *op. cit.*

diffère encore de l'action de vol proprement dite par son résultat, car elle ne fait courir au plaignant débouté que le risque d'une amende et non celui d'un châtiment corporel (1).

D'autre part, dans un certain nombre de textes et particulièrement dans les assises de Jérusalem et d'Antioche, et dans les coutumes anglo-normandes, apparaît l'action de chose adirée, action qui semble avoir un caractère purement civil et par laquelle le demandeur demande seulement la restitution de la chose. Mais, il est certain que si, d'abord, elle fut exclusivement affectée au cas de perte, l'action de chose adirée ne tarda pas à pouvoir être employée, alors même que l'objet aurait été volé. Cette action avait en outre l'avantage de ne pas attirer la condamnation à une amende pour le demandeur dont les prétentions n'étaient pas justifiées; il était simplement débouté.

Telle est la théorie au XIII^e siècle, au point de vue des actions qui peuvent être intentées; ajoutons une modification importante en ce qui concerne le résultat même de l'action. Les établissements de Saint-Louis (2) accordaient la restitution du prix d'acquisition à celui qui avait acheté sans fraude un objet mobilier à la foire de Pâques, et Beaumanoir accorde ce rembour-

1. Jobbé-Duval, *op. cit.* p. 112.

2. Etab. Liv. II ch. 17. (ch. 18 de l'édition Viollet).

sement d'une manière générale, si la vente a eu lieu sur un marché public (1).

Tel est l'état du droit que nous trouvons en France au moment de la renaissance du droit romain. Les principes juridiques romains ont eu sur toutes les matières du droit une influence prépondérante, quelle fût, dans cette matière, la part faite aux jurisconsultes classiques et aux réformes de Justinien ? Voilà une question que nous allons examiner maintenant.

Grâce à cette influence, la revendication mobilière et avec elle l'usucapion des meubles va peu à peu s'acclimater en France et finira par prendre une place que les traditions germaniques ne lui avaient pas permis jusqu'alors d'occuper, et il semble que jusqu'au ^{xviii}^e siècle la tendance du droit français fut d'admettre d'une façon de plus en plus complète, sur le point qui nous occupe, les théories du droit romain.

En effet, le *Grand coutumier* et la « *Somme rurale* » de Bouteiller ne laissent aucun doute qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle la revendication existât en matière mobilière. « Tout veu, dit Bouteiller, dans ce dernier ouvrage, il fut dit que le droit de rivendication sortiroit et tien-droit lieu, nonobstant coustume du contraire, laquelle en ceste partie n'estoit pas tollérable contre le droit es-crit » (2). Désormais, le droit de suite existe toujours au

1. Ch. XXV, n° 22.

2. *Somme rurale*. Lib. I. t. 43.

profit du propriétaire qui a perdu la possession de sa chose, et il a le droit de suivre entre les mains des tiers le meuble qui lui appartient, de quelle que manière qu'il ait perdu la propriété de son bien.

Cette transformation ne s'est pas opérée d'une manière brusque. Au contraire, les textes nous montrent qu'au ^{xiv}^e siècle, la revendication mobilière porte encore l'empreinte du caractère criminel de l'ancienne procédure ; les actions criminelles, en retour, commencent à refléter le caractère civil de la nouvelle demande.

La procédure ancienne a été modifiée sur plusieurs points. Dans quelques coutumes, on a déjà senti les inconvénients de la perquisition domiciliaire, et la victime du vol en est réduite à une action *ad exhibendum* (1) ; dans d'autres, un sergent devra accompagner le poursuivant (coutume de la Rochelle) ; la notion du vol avait pris au ^{xiv}^e siècle, grâce à l'influence du droit romain, une très large et très importante extension, et dès cette époque la victime de l'abus de confiance pouvait déjà se servir de l'action du vol, et l'abus de confiance est puni comme un délit (2). Bien plus, la victime du vol pouvait désormais recourir elle-même à une voie criminelle, qui ne l'exposait plus à subir, au cas d'échec la peine du talion en se portant simplement dénonciatrice au lieu de se porter

1. Jacob Auréa. *Practica libellorum*.

2. Boutaric. *Actes du Parlement de Paris*, n° 5799.

directement accusatrice, comme du reste, elle en avait le droit. Et alors, quand elle ne prouvait pas la vérité de son allégation, elle était condamnée seulement à une amende, et même elle évitait cette conséquence en se désistant pourvu qu'elle consentît à affirmer sa bonne foi par serment (1). L'influence romaine se retrouve même jusque dans le nom que Bouteiller donne à cette action; il l'appelle *action de furtive*.

La revendication suit de son côté certaines règles spéciales de compétence; le tribunal compétent est, et cela semble indiquer que le possesseur actuel du meuble est, dans une certaine mesure, regardé comme suspect (preuve que la revendication mobilière n'est pas encore pure de tout alliage criminel) le tribunal du lieu de la découverte.

Mais il n'importe, c'est bien une action civile, c'est bien une revendication mobilière dans le sens romain du mot. Les deux exemples suivants cités par Bouteiller dans le *Grand coutumier* et la *Somme rurale* le démontrent d'une façon certaine.

Un marchand de Paris a donné une pièce de toile à blanchir; le blanchisseur la remet en gage à un de ses créanciers, un juif qui, du reste, est de bonne foi et croit que la toile appartient à son débiteur. Le propriétaire intente la revendication contre le juif détenteur

1. Bouteiller tit. XXXIV p. 221. Coutume d'Anjou de 1141. n° 106.

actuel de la chose. Le demandeur expose son droit et fait preuve de sa propriété. Le défendeur répond que le demandeur n'ayant pas eu recours à la voie criminelle, doit être débouté ; et, subsidiairement, il conclut à ce que le demandeur soit condamné à l'indemniser. Le demandeur réplique qu'il agit par la revendication, qu'il réclame la chose comme sienne, et qu'elle doit lui être rendue, puisqu'il a prouvé son droit de propriété, et il gagne son procès.

Le deuxième exemple est non moins concluant. Un bourgeois de Tournay perd sa cotte de mailles, il la trouve chez un fripier et intente contre celui-ci, non pas l'action de chose adirée, la seule possible autrefois, mais la revendication. Même moyen de défense, même réponse du demandeur, et, cette fois encore, ce dernier eut gain de cause.

Nous voyons, dans les deux exemples précités, l'ancien droit en lutte avec le droit nouveau. Et, à l'époque où fut achevée la rédaction des coutumes, il se trouve que l'existence de la revendication mobilière avait été proclamée par la grande majorité des coutumes et aussi par la plupart des auteurs. « Pour simples meubles, dit Loysel, on ne peut intenter complainte mais en iceux, échet aveu et contre aveu » (1).

Mais il est certain qu'en même temps que la théorie romaine triomphait dans la revendication des meu-

1. Loysel, livre V, l. 4, § 15.

bles, qu'en même temps que le propriétaire pouvait revendiquer son meuble entre les mains d'un tiers, ce tiers pouvait à son tour, dans certaines conditions, juste titre et bonne foi, opposer au revendiquant un moyen de défense, tiré d'un droit de propriété né de la possession prolongée.

Pourtant la majorité des coutumes s'occupent exclusivement de la prescription des immeubles et gardent le silence sur l'usucapion des meubles ; et même, celles des coutumes qui s'étaient prononcées, variaient à l'infini pour la fixation du délai d'usucapion. Voici des coutumes qui admettaient une usucapion de cinq ans (1) ; d'autres demandaient une possession de dix ans et même de vingt ans (2) ; quelques-unes s'en référaient au droit romain (3), mais ici encore avec des variantes, celles d'Anjou et du Maine, ajoutent en effet, aux conditions du juste titre et de la bonne foi, requises déjà par le droit romain, la nécessité de la présence du propriétaire dans la province. Enfin d'autres coutumes ont préféré la prescription trentenaire.

C'est à cette dernière opinion que la majorité des auteurs ont paru se rallier, et l'on professe aujourd'hui qu'elle a prévalu dans les coutumes muettes. Tel est l'avis de Boyer (4) de Domat (5) et d'Imbert ; mais

1. Valenciennes, 94.

2. Bretagne 284. Boulenois, 120.

3. Franche-Comté, 31.

4. Boyer. *In consuetudinis Bilurica*. P. III, 7.

5. Domat, 1^{re} part. L III, t. 7, sect. 4.

Dunod et Charondus tenaient à l'inverse pour l'usucapion triennale. On voit donc qu'il est impossible dans ce chaos, de poser une règle trop absolue.

Ce qu'on peut affirmer avec moins d'imprudence, c'est, que la théorie romaine sur les choses furtives : « *rei furtivæ æterna auctoritas esto* » était admise dans le droit coutumier français du xvi^e siècle, les meubles volés sont imprescriptibles, et le vol lui-même a pris l'extension qu'il avait à Rome, comprenant par conséquent à la fois le vol proprement dit et l'abus de confiance.

Pourtant, il ne faut pas croire, que les coutumes aient adopté tous les principes de la théorie romaine. De même qu'en droit romain, la possession et la propriété ne se confondent pas en matière de meubles, la possession prolongée est même un mode d'acquisition de la propriété, mais d'une part, elle n'est plus protégée, pour elle-même comme droit distinct, par des interdits comme elle l'était à Rome, et d'autre part le droit de suite en matière mobilière, qui à Rome appartenait non seulement au propriétaire, mais aussi aux créanciers hypothécaires, a de tout temps été refusé en France à ces derniers. La vieille maxime : « Meubles n'ont pas de suite » s'est restreinte et désormais le propriétaire peut suivre sa chose entre les mains des tiers, mais on dit encore ; « meubles n'ont pas de suite par hypothèque ».

A l'origine, il ne pouvait s'agir des moyens posses-

soires pour les meubles, puisque le propriétaire n'avait qu'une action criminelle et non pas un droit de suite. Plus tard, quand la justice gardait sous séquestre pendant l'instance le meuble litigieux, le recours possessoire était assez inutile.

Pourtant, Beaumanoir admettait en faisant l'application de la maxime : « *spoliatus ante omnia restituendus* » une sorte de : reintegrande, et il accordait même au voleur, auquel le propriétaire avait enlevé de force la chose volée, le moyen possessoire, une « nouvelle dessaisine ». C'est le nom qu'il lui donne sous réserve naturellement des voies pétitoires qui restaient ouvertes au propriétaire (1). Mais cette théorie, comme celle que Bouteiller nous présente dans la « Somme rurale » lorsqu'il nous dit expressément : « Se peut asseoir complainte de nouvelleté sur une chose mobilière » ne fut qu'une théorie isolée (2).

Il ne faut pas non plus oublier, que cette théorie qui refusait les voies possessoires en matière mobilière, débris de l'ancienne procédure, était trop en harmonie avec les tendances féodales qui n'attachaient aux meubles qu'une faible importance, pour que les tentatives, juridiquement et logiquement exactes de quelques auteurs pussent triompher de la force des traditions.

Nous avons déjà dit que le droit de suite, en matière

1. XXXII, 15.

2 L. I. t. XXXI, p. 189.

mobilière, avait à cette époque un champ d'application moins vaste qu'en droit romain. Le créancier hypothécaire ne pouvait suivre le meuble entre les mains des tiers, ce droit appartenait au propriétaire seul. L'hypothèque empruntée au droit romain fut introduite au *xiv^e* siècle. Auparavant, on ne connaissait que le gage et le nans pour dettes ; mais tandis qu'à Rome, pour la créer, un simple pacte suffisait, il faut au *xiv^e* siècle un acte authentique, mais en revanche, tout acte authentique, entraîne de plein droit, même en l'absence de toute convention, une hypothèque générale sur tous les biens du débiteur, sur ses meubles comme sur ses immeubles. Mais si les immeubles, ainsi engagés, pouvaient être saisis, même quand ils étaient possédés par des tiers acquéreurs, il n'en était pas de même pour les meubles. « Si sçachez, dit Bouteiller, que l'obligation sur biens meubles ne contraint et ne lie l'obligé que s'il demeure en la possession de ses biens » (1).

Cette différence entre les deux grandes catégories des biens persistant même après l'admission de la revendication mobilière, s'explique par des raisons d'intérêt public. Permettre aux créanciers de poursuivre les tiers acquéreurs des meubles de leur débiteur, c'eût été rendre ces derniers indisponibles entre les mains de leur propriétaire ; d'où de très sérieuses entraves pour le commerce déjà assez actif

1. L. I, t. X, t. XXV, p. 136.

à cette époque. On limita donc au droit de préférence la portée de l'hypothèque.

On a prétendu que dans l'intervalle entre l'introduction de l'hypothèque et la disparition de l'hypothèque mobilière, une théorie quelque peu différente s'était fait jour, théorie qui n'a pas prévalu, mais qu'il est utile de signaler. Un examen superficiel pourrait y faire voir l'origine de l'article 2279. D'après cette théorie, le droit de suite sur les meubles serait accordé aux créanciers hypothécaires à l'encontre de tiers détenteurs de mauvaise foi. On pourrait, alors, distinguer dans cette règle protectrice des acquéreurs de bonne foi, l'origine première de la théorie moderne de la possession ; mais cette idée est inexacte. La règle ainsi posée est une application de l'action Paulienne, du droit qu'a tout créancier, même chirographaire, de faire résoudre un contrat passé par son débiteur en fraude de ses droits (1).

Et même cette hypothèque mobilière, ainsi réduite au seul droit de préférence, finit par disparaître complètement dans la deuxième rédaction de la coutume de Paris. Charondas le Charon nous dit : « La vulgaire règle du droit française, que meuble n'a point de suite est entendue pour le regard de l'hypothèque, à savoir qu'en meubles hypothèque n'a lieu ». On donne comme motifs de l'abolition de l'hypothèque : mobilière le défaut d'assiette des meubles, la facilité de la mise

1. Cf. Poincaré, *op. cit.*

en gage, sûreté réelle à coup sûr plus efficace que le droit hypothécaire, dont le bénéfice pouvait être réduit à néant par une aliénation, et les inconvénients qu'avait cette hypothèque pour le commerce (1). La maxime « meubles n'ont pas de suite » ne s'applique donc plus qu'à l'hypothèque, et la nouvelle règle : « meubles n'ont pas de suite par hypothèque » a deux sens bien différents. Dans la plupart des coutumes, notamment dans celles d'Orléans (art. 447), elle signifiait que les meubles ne pouvaient pas être hypothéqués ; dans quelques autres, comme dans la coutume de Normandie, par exemple (art. 593), elle voulait dire que les meubles pouvaient être hypothéqués, mais d'une hypothèque imparfaite ne conférant pas le droit de suite.

Telle fut la part de l'influence romaine sur la théorie traditionnelle du moyen-âge.

Au début du xviii^e siècle, la revendication mobilière est admise : tel est le principe, mais cette revendication pourra échouer contre le droit supérieur que le défendeur tirera d'une prescription acquisitive. Le délai de cette prescription sera de trois ans, si le défendeur a possédé le meuble revendiqué avec juste titre et bonne foi (2). Si l'une ou l'autre de ces conditions

1. On admettait toutefois une dérogation pour les meubles saints et pour les reliques. V. Belime (*Traité de la possession*).

2. V. Pothier. *Traité de la possession et de la prescription* (édit. 1777), t. 2, 2^e partie, art. 3, n^o 205, p. 338.

manque la prescription trentenaire sera seule admise et encore devra-t-il, pour l'invoquer, se trouver dans les conditions exigées pour la prescription des immeubles, c'est-à-dire ne pas avoir une possession entachée de précarité. Pour que le défendeur sorte vainqueur du débat, il faudra qu'il ait été établi, qu'il ait possédé avec juste titre et bonne foi. Mais la preuve de ces deux conditions, notamment celle du juste titre, donne naissance à de grandes difficultés. Suivra-t-on le droit commun consacré par l'ordonnance de Moulins ? Par suite, toutes les fois que la valeur du meuble litigieux excédera 100 livres, le défendeur devra-t-il établir le fait de l'acquisition par écrit ? C'était une nécessité contraire à tous les usages, la célérité de transactions mobilières ne s'accordant nullement avec la rédaction d'un écrit. Voilà une première difficulté. Puis, était-il juste, que les droits des acquéreurs de bonne foi restassent incertains avant l'expiration de ce délai de trois ans ? Ne convenait-il pas dans l'intérêt du commerce, d'aller plus loin, et de limiter dans une certaine mesure le champ d'application de l'action en revendication ?

Les auteurs du XVIII^e siècle employèrent des moyens différents pour atteindre leur but, et le résultat de leurs tentatives fut le renversement de la règle romaine et l'introduction de la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre ». Les deux principaux systèmes

qui se trouvent en présence sont ceux de Pothier et de Bourjon.

A. — *Système de Pothier.* — Pothier, s'inspirant en principe des idées romaines, accordait la revendication, mais essayait en même temps de restreindre sa portée par un certain nombre de fins de non-recevoir. Ce système, nous le trouvons exposé dans son *Traité de la Prescription*. « Comme il n'est pas d'usage de passer des actes par écrit de l'acquisition des choses meubles, il suffit au possesseur, pour justifier du juste titre d'où procède sa possession de la chose pour laquelle il oppose la prescription, qu'il fasse reconnaître cette chose, soit par des personnes de qui il l'ait achetée ou acquise à quelque autre juste titre, soit par d'autres personnes qui aient connaissance de l'acquisition qu'il en a faite » (1). Dans ce passage que nous venons de citer, il est intéressant de remarquer, comment pour les preuves du juste titre et de la bonne foi, Pothier s'est de plus en plus éloigné de la théorie générale de l'ordonnance de 1667. Ainsi, il prouvera le juste titre par témoins, quelle que soit la valeur de l'objet mobilier en litige. Et cette preuve une fois faite, il ajoute dans le même passage qu'il se trouvera avoir fait aussi la deuxième preuve : celle de la bonne foi. « A l'égard de la bonne foi qui est requise dans le possesseur, le juste titre la fait assez présumer, tant que celui à qui la prescription est opposée ne justifie pas le contraire » (1).

1. Pothier, *op. et loc. cit.*

Mais Pothier va plus loin, il ne s'en tient pas à ce premier tempérament et dans le *Traité des donations entre mari et femme* il ajoute : « Le possesseur pour cette prescription doit être cru en ce qu'il allègue du titre auquel il dit avoir la chose, pourvu que ce qu'il allègue soit vraisemblable » (1). Le donataire, qui dans la théorie précédente se trouvait encore soumis au bon plaisir du donateur et était à chaque instant menacé de perdre le meuble donné (les donations mobilières se faisant généralement sans publicité) aura dorénavant un moyen de preuve assez simple. Une affirmation vraisemblable suffisait pour prouver le juste titre et à sa suite la bonne foi. Ailleurs, dans l'introduction au titre de la coutume d'Orléans (2) relatif à la prescription, Pothier semble faire un pas de plus ; après avoir examiné la question de savoir si la prescription, de trois ans existe dans les coutumes muettes, il nous dit : « Il est rare qu'il y ait lieu à la question, le possesseur d'un meuble en étant présumé le propriétaire, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la prescription, à moins que celui qui le réclame et s'en prétend propriétaire ne justifiât qu'il en a perdu la possession par quelque accident, comme par un vol qui lui en aurait été fait ; auquel cas, il ne pourrait pas y avoir lieu à cette prescription de trois ans, qui aux

1. Ed. 1771, n° 67, p. 107.

2. Coutume d'Orléans, au titre de la prescription art. préliminaire, II, n. 4.

termes du droit, n'a pas lieu pour les choses furtives » (1).

Ce passage un peu obscur aboutit ainsi à faire triompher le possesseur même si la possession n'a pas duré trois ans, à moins que le revendiquant n'établisse qu'il a perdu la possession par quelque accident, comme un vol (dans l'acceptation latine du mot). Si le revendiquant prouve qu'il a donné la chose à titre de location, de dépôt, de prêt, à une personne de qui le possesseur actuel la détient, devra-t-il l'emporter dans cette théorie de Pothier? On a soutenu que cette preuve n'a jamais suffi : le possesseur est présumé propriétaire, dit-on, il n'est pas seulement présumé avoir le juste titre qu'il allègue. La fin du texte de Pothier, ajoute-t-on, paraît n'admettre la revendication qu'au cas des choses furtives (dans l'acceptation latine du mot). La doctrine formulée par Pothier dans le dernier texte cité mène droit à cette conséquence : la revendication mobilière se brisera contre une présomption inéluctable à moins qu'il n'y ait eu vol ou abus de confiance, c'est-à-dire, à moins que la chose ne soit furtive dans le sens large du mot.

Il y aurait dans cette opinion de Pothier, inconciliable avec les précédentes, une trace certaine de l'influence du système de Bourjon et de la jurisprudence du Châtelet de Paris. Mais ce n'était pas encore leur théorie qu'il adoptait, puisqu'il ne séparait pas, lui, le vol et l'abus de confiance (2).

1. Ed. 1776, t. I^{er}, p. 641.

2. Poincaré. *op. cit.* p. 153.

La solution contraire nous paraît plus exacte, le revendiquant triomphe s'il prouve le détournement par celui à qui il a confié la chose, le possesseur pourra succomber non seulement si la chose est furtive, mais même au cas où elle ne serait pas furtive si elle a été aliénée par celui qui la détenait précairement. Autrement, la question de la prescription triennale ne se poserait jamais, et Pothier nous dit qu'elle peut se poser, rarement sans doute, mais quelquefois. On s'explique d'ailleurs qu'elle fût de nature à se poser rarement, les choses aliénées par celui à qui elles avaient été confiées à titre précaire étant presque toujours des choses furtives dans le sens romain ; elle ne devait se poser que si le meuble avait été aliéné de bonne foi par celui qui le détenait précairement ou par son héritier. C'est alors que le cas rare se présente pour le défendeur d'invoquer l'usucapion, s'il y a plus de trois ans qu'il a acheté la chose de bonne foi (1). En un mot, suivant nous, dans le système de Pothier, le possesseur n'est jamais propriétaire par le seul effet de sa possession ; sa possession fait présumer son titre ; la règle « en fait de meubles possession vaut titre », veut seulement dire qu'il est dans la situation où il serait s'il produisait le titre qu'il allègue ; elle se réfère à la preuve (2).

Deux observations avant d'en finir avec le système de Pothier.

1. Van Bemmelen. *op. cit.* p. 377.

2. Domat 1^{re} partie liv. I. t. VIII § 3. n. 16, Dunod. p. 150 et 196.

La première, c'est que, d'après lui, la revendication échouera, même quand l'objet litigieux est furtif, si l'action est intentée après une vente judiciaire.

La deuxième, c'est qu'il n'oblige jamais le demandeur, même si l'objet volé a été acheté dans une foire, à rembourser le prix d'achat au possesseur ainsi privé de la jouissance du meuble, sur laquelle il pouvait légitimement compter(1). En cela, il était en désaccord avec la pratique de son temps, car la faveur du remboursement disparue au xvi^e siècle sous l'influence romaine, était généralement admise à son époque.

B. — *Système de Bourjon* (2). — La théorie de Bourjon a été différente et plus avancée ; cet auteur décide que la possession, et Bourjon n'exige pas la bonne foi, non seulement dispensera de prouver le titre, mais produira l'effet d'un titre parfait, d'un titre de propriété. « La prescription, dit-il, n'est d'aucune considération ; elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque par rapport à de tels biens, la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait, principe qui aplanit toutes les difficultés, que le silence que la coutume a gardé sur cette prescription faisait naître ; en effet, quelques-uns prétendaient que, pour acquérir cette prescription, il fallait une possession de

1. *Traité des Cheptels*, sect. I, art. 4, § 3, n^o 40.

2. V. Bourjon, *Droit commun de la France*, éd. 1770, t. I^{er}, l. III, t. II, ch. I, n^{os} 1 et 2.

trente ans ; mais cela n'était pas raisonnable, vu que, pour les immeubles, lorsqu'il y a juste titre et bonne foi, elle ne requiert entre présents qu'une possession de dix ans, inconvénient qui avait conduit d'autres à dire, que conformément à la disposition des Institutes, il fallait, pour prescrire les meubles, une possession de trois ans. Ces contradictions cessent par le principe adopté et qu'on vient de poser. Suivant la jurisprudence du Châtelet, la possession d'un meuble, ne fut-elle que d'un jour, vaut titre de propriété, sauf l'exception ci-après. Duplessis estime qu'avec bonne foi, il faut trois ans pour prescrire la propriété d'un meuble, et trente ans lorsqu'il n'y a pas bonne foi. Brodeau est du même sentiment. J'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet, où l'on tient pour maxime qu'en matière de meubles la possession vaut titre ; à moins que les meubles ne soient furtifs. La jurisprudence contraire serait préjudiciable au bien public, puisque personne par rapport aux meubles n'exige un titre qui soit tout ensemble justificatif et translatif de propriété, et sur ce chacun se confie et se contente de la possession, elle est donc suffisante. Ainsi je me tiens à cette jurisprudence comme étant salubre et conforme à l'ordre public et à la sûreté du commerce » (1). En principe d'après le système de Bourjon, citant dans ce sens la jurisprudence du Châ-

1. Bourjon, *op. cit.* l. III. t. 22. Ch. 5.

telet, la possession produit au profit du possesseur une présomption absolue, irréfragable, de propriété. Le droit de suite et par conséquent l'usucapion se trouve supprimé en matière de meubles ; et même, le droit de suite y est supprimé plus complètement qu'au moyen-âge, car Bourjon n'admet pas la revendication du meuble perdu.

Quant aux exceptions à la nouvelle règle, Bourjon lui-même a le soin de nous les indiquer elles sont au nombre de quatre, dont deux lui paraissent fondées en raison, deux autres au contraire lui sont imposées par le texte de la coutume de Paris.

La première exception est relative aux meubles volés, les choses volées peuvent être revendiquées même contre un acquéreur de bonne foi ; mais il ne s'agit ici que du vol proprement dit, l'exception ne s'applique ni à l'escroquerie, ni à l'abus de confiance, et nous venons de le dire les meubles perdus, eux-mêmes, ne peuvent être revendiqués. C'est bien ainsi, d'ailleurs, que l'entend Bourjon lorsqu'il écrit : « Si le dépositaire a vendu le meuble (le meuble déposé) le propriétaire d'icelui ne peut le réclamer des mains de l'acheteur, parce qu'en matière de meubles la possession valant titre, la sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute une telle revendication, il faut donc en ce cas la rejeter » (1). Il y a là un abus de confiance et pourtant Bourjon n'admet pas la solution par lui soutenue au cas de vol.

1. Bourjon *op. cit.* liv. IV tit. 8. ch. III. Sect. I n° 3 et 18.

Mais une fois que le vol a été juridiquement constaté au criminel, non seulement la revendication est ouverte, mais, pour le meuble volé, il ne reconnaît aucune prescription, même pas la prescription trentenaire. Pourtant si le meuble volé a été acheté dans une vente judiciaire ou à un marchand qui vend des choses pareilles on rentre dans la règle et le droit de suite est interdit (1). D'autre part nous voyons reparaître dans deux cas l'ancienne obligation du remboursement du prix à l'acheteur de la chose volée : lorsque l'acheteur, ayant reconnu que la chose était volée, et que le voleur l'offrait à vil prix, fait une protestation qu'il ne l'a rachetée que pour le maître, qui sans cela l'aurait perdue ; lorsque ensuite la chose dérobée a été achetée en foire ou en marché public.

La deuxième exception autorise la revendication de tout meuble-saisi qui, après la saisie, serait aliéné par le débiteur.

Troisième exception, Bourjon s'efforce de justifier le droit du locateur, de suivre entre les mains de tiers les meubles affectés à son privilège et sortis de sa maison par l'idée d'une sorte de vol de gage. Du reste pour restreindre autant que possible la portée de cette exception, il exige que la revendication du locateur soit intentée *brevi tempore* et c'est là l'origine du délai moderne de quarante jours.

1. Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, t. 8, ch. 3, sec. 4 et liv. III, titre 2, ch. I.

La quatrième exception est celle du vendeur non payé, qui a vendu sans terme et livré, et, n'étant pas payé, revendique son meuble en quelles que mains qu'il le trouve. Cette exception se justifiait assez mal dans le système de Bourjon, car on se demande pourquoi Bourjon, qui n'accordait pas le droit de suite au déposant, au prêteur, l'accorde au vendeur sans terme, impayé. Il est vrai qu'il essaye d'expliquer cette contradiction en disant que, si le déposant ou le prêteur ont donné leur confiance, ont suivi la foi de celui qui les a trompés, il n'en est pas de même du vendeur puisqu'il n'a pas accordé de terme pour le paiement du prix. S'il a livré le meuble, c'est uniquement afin d'obtenir immédiatement ce paiement ; explication qui n'a rien de juridique, il est vrai, mais, il n'y en avait pas d'autre à donner. Au contraire, l'exception s'expliquait chez les auteurs qui admettaient la revendication mobilière, car d'après les principes romains encore en vigueur, la tradition opérée en exécution d'une vente sans terme ne transférait pas la propriété avant le paiement du prix.

Cette exception, comme la précédente, du reste était également admise par la Coutume de Paris.

Tel est, dans son ensemble, le système traditionnel sur l'origine de la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre ».

En étudiant les origines de notre maxime, nous som-

mes conduits à reconnaître que l'esprit, sinon les termes de la règle : « *Mobilia non habent sequelam* » se retrouverait déjà dans des coutumes franques où il n'y avait pas de revendication proprement dite, mais seulement une action criminelle *ex delicto* ou une action personnelle *de re præstita*, accordée au propriétaire en cas de dépossession soit involontaire, soit volontaire, et que, si elle a disparu grâce à l'influence romaine, cette disparition n'a été que de courte durée, car au XVIII^e siècle, le droit français se trouvait ramené à son point de départ.

Mais les motifs de la règle n'étaient plus les mêmes, tandis qu'à l'époque primitive, le droit de suite n'existait pas en matière mobilière, parce qu'il n'avait pas été juridiquement conçu, parce que l'idée du droit abstrait de propriété existant en dehors de la détention matérielle, était une conception juridique trop subtile pour les époques primitives ; au XVIII^e siècle, c'est pour des motifs tout différents, c'est pour favoriser le développement des relations commerciales, c'est parce que l'on considérait les choses mobilières comme de peu d'importance, *res mobilis, res vilis*, qu'on limita le droit du propriétaire et posa le principe : « En fait de meubles possession vaut titre ». Quoi qu'il en soit, les principes germaniques et les solutions de Bourjon étaient semblables, dans leurs conséquences, et comme le dit M. Jobbé-Duval : « les praticiens du moyen-âge et les magistrats modernes avaient fini

par se rencontrer tout en partant de points opposés » (1).

Avant de finir cet aperçu historique nous croyons devoir ajouter qu'à côté de cette théorie que nous avons appelée traditionnelle, s'est formée récemment une autre théorie exposée par M. Van Bemmelen dans son fort intéressant ouvrage sur « le système de la propriété mobilière ». Cet auteur cherche à démontrer que les prétendus principes germaniques, n'ont jamais existés, et que l'atteinte portée à la revendication mobilière ne date que du xviii^e siècle. Nous nous contenterons de signaler les grandes lignes de cette théorie, qui, quoique ne réunissant pas la majorité des suffrages des auteurs n'en est pas moins intéressante.

M. Van Bemmelen part de l'idée que, le droit germanique connaissant la propriété devait connaître aussi la revendication. « La revendication fondée sur la propriété, dit-il, était la même pour les meubles et pour les immeubles, elle a toujours été l'action qui compète au propriétaire non possesseur contre le possesseur pour recouvrer sa possession. Il est vrai que l'usucapion et la prescription de la revendication étaient étrangères à l'ancien droit germanique, mais l'absence de cette théorie ne se faisait guère sentir, la preuve matérielle tenant dans la procédure une place peu importante, le rôle considérable appartenant au serment ».

1. Jobbé-Duval, *op. cit.*, p. 221.

A l'appui de cette thèse, M. Van Bemmelen invoque quelques textes des lois des Wisigoths, des Burgondes, et des Ripuaires (1), d'une clarté quelque peu douteuse et d'une rédaction relativement récente où on pourrait découvrir l'influence romaine (2). Quant au silence de la loi Salique, il l'explique en disant que, si elle ne donne d'action qu'au cas de vol ou de perte, c'est que c'étaient les hypothèses les plus fréquentes, et qu'il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un droit primitif et simple n'emploie pas des formules générales et abstraites, et se contente de se référer aux hypothèses particulières. D'après cet auteur la maxime « meubles n'ont pas de suite » n'a été exploitée que pour protéger les tiers possesseurs. Elle ne s'est jamais rapportée à la poursuite des propriétaires, mais uniquement et, dès l'origine, à celle des créanciers (3).

D'autre part, M. Van Bemmelen soutient, (et sur ce point encore son opinion est différente de celle admise par la plupart des auteurs), que Bourjon aurait dénaturé la jurisprudence du Châtelet qui appliquait l'idée de présomption telle que Pothier l'avait soutenue, qu'il aurait transformé en une présomption *juris et de jure*, une présomption qui était seulement *juris tantum*; et, c'est en détachant cette présomption du procès où elle

1. L. Wisigoths, L. V. t. VI, § 8. L. Burgondes, LXXII, 1. Loi Ripuaire, XXII, 1.

2. Poincaré, *op. cit.*, p. 84. Jobbé-Duval, *op. cit.*

3. Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 34 et sq.

était un avantage accordé au défendeur, et en la rattachant arbitrairement à la possession, qu'il en est arrivé à inventer l'énormité juridique de la possession produisant la propriété. Nous ne croyons pas que cette doctrine soit restée isolée, quoique M. Van Bemmelen l'affirme, car il paraît certain d'après les témoignages de Denizart (1), et de Valin (2), que la jurisprudence du Châtelet avait dépassé la théorie de Pothier, et que la possession n'était pas une simple présomption de titre.

En résumé, d'après l'opinion de M. Van Bemmelen, la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » est une conception spéciale à Bourjon, qui n'a aucune source ni dans les coutumes germaniques et les lois barbares, ni dans la jurisprudence du Châtelet, que cet auteur aurait soit mal comprise, soit dénaturée, pour lui attribuer un sens conforme à ses propres idées, antipathiques à la revendication des meubles (3).

Mais toutes ces difficultés historiques n'ont, dans la théorie actuelle de la règle « en fait de meubles possession vaut titre », qu'une importance très minime. Nous aurons à voir dans la seconde partie de notre étude si ces diverses conceptions sur son origine et sa formation

1. Denizart. *Coll. de Jurisprud.* V. *Prescription*, n° 40. V. *meubles*, n° 32. V. *vente*, n° 5.

2. Valin. *Sur l'art. 60 de la coutume de la Rochelle*.

3. Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 381.

doivent avoir une influence sur la loi future, mais, dès à présent nous pouvons conclure sans hésitation que, pour tous les auteurs, la théorie définitive de Bourjon est que la possession vaut titre de propriété et par conséquent rend inutile la revendication en matière mobilière. Que l'on voie dans la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » une présomption irréfragable de propriété, ou qu'on la considère comme constituant un mode d'acquisition *ex lege*, le résultat est le même : la revendication échoue contre le possesseur. Si l'on admet que c'est cette théorie de Bourjon, que les rédacteurs du Code ont eu en vue en écrivant la règle « en fait de meubles possession vaut titre », il importe peu de savoir si elle est la reproduction exacte de la jurisprudence du Châtelet, et si elle était unanimement admise ou, au contraire, était restée isolée.

Or, cela est pour nous un point acquis, quoique les renseignements fournis sur ce point par les travaux préparatoires soient incomplets, et qu'il puisse paraître étonnant que les rédacteurs du Code se soient éloignés de leur guide habituel, de Pothier, car ils n'ont pu puiser leur article 2279 que dans Bourjon, Pothier ne leur fournissant ni la maxime « en fait de meubles possession vaut titre », ni la revendication des choses volées considérée comme une exception à cette maxime ; et Bourjon seul avait traité cette matière avec beaucoup de développement dans un livre fort goûté des

praticiens de l'époque et que les auteurs du Code devaient sûrement connaître. Le document le plus important se référant à notre règle est un fragment de l'exposé des motifs de la loi relative à la prescription, fait par Bigot-Préameneu, l'un des quatre conseillers d'état qui composèrent le projet primitif du Code civil ainsi conçu : « Dans le droit français, on n'a point admis à l'égard des meubles une action possessoire distincte de celle sur la propriété. On y a même regardé le seul fait de la possession comme un titre ; on n'en a pas ordinairement d'autres pour les choses mobilières. Il est, d'ailleurs, le plus souvent impossible d'en constater l'identité et de les suivre dans leur circulation de main en main. Il faut éviter des procédures qui seraient sans nombre, et qui le plus souvent excéderaient la valeur des objets de la contestation. Ces motifs ont dû faire maintenir la règle générale suivant laquelle « en fait de meubles la possession vaut titre ». Cependant, ce titre n'est pas tel qu'en cas de vol ou de perte d'une chose mobilière, celui auquel on l'aurait volée ou qui l'aurait perdue, n'ait aucune action contre celui qui l'a possédée. La durée de cette action a été fixée à trois ans : c'est le même temps qui avait été réglé à Rome par Justinien ; c'est celui qui était le plus généralement exigé en France. Si le droit de l'ancien propriétaire est reconnu, la chose volée ou perdue doit lui être rendue, mais si ce possesseur prouvait l'avoir achetée sur la place publique, soit dans une foire, ou

dans un marché, soit dans une vente publique, soit d'un marchand vendant des choses pareilles, l'intérêt du commerce exige que celui qui possède à ce titre ne puisse être évincé sans indemnité. Ainsi l'ancien propriétaire ne peut dans ces cas se faire rendre la chose volée ou perdue, qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté » (1).

En résumé Bigot-Préameneu admet la propriété des meubles, les anciens modes de l'acquérir coexistant avec le mode d'acquisition ordinaire, la possession ; la revendication échouant contre le tiers possesseur, excepté lorsqu'il s'agit d'une chose volée au revendeur ou par lui perdue, bref, tout le système de Bourjon.

Ajoutons encore le passage suivant contenu dans le discours de Goupil-Prefeln, qui n'est, au fond que la reproduction de l'exposé des motifs précité : « Les meubles se transmettent par la seule tradition, ainsi en fait de meubles la tradition vaut titre. Mais si le meuble a été perdu ou volé, le propriétaire pourra le revendiquer pendant trois ans à compter du jour du vol ou de la perte » (2).

Tels sont, ou à peu près, les seuls documents que nous fournissent les travaux préparatoires.

Mais nous verrons, dans la deuxième partie de notre

1. Loaré XVI, p. 586, n° 45.

2. Loaré XVI, p. 598.

étude, que cette théorie de Bourjon n'a pas été reproduite servilement par les rédacteurs du Code. Au contraire, nous aurons l'occasion de constater que, sur bien des points, les règles posées par cet auteur ont été modifiées.

DEUXIÈME PARTIE

De la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » dans le droit actuel.

Nous avons vu, dans l'étude historique que nous venons de faire que, à côté de la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » s'était formée une autre, relative non plus au droit de suite envisagé entre les mains du propriétaire, mais considérée par rapport au créancier hypothécaire, la règle : « meubles n'ont pas de suite par hypothèque » et qui a été reproduite littéralement par l'article 2119. Nous essayerons d'expliquer quel est le sens de cette seconde règle.

Voulait-elle dire, comme la coutume de Normandie (art. 593), que les meubles pouvaient être hypothéqués, mais d'une hypothèque imparfaite ne conférant pas de droit de suite au profit du créancier ?

Voulait-elle, au contraire, proscrire d'une manière absolue l'hypothèque sur les meubles ? Si nous admet-

tons la première idée, le rapport entre l'article 2119 et l'article 2279 est évident, il y aurait là deux idées parallèles, inspirées par les mêmes nécessités pratiques et nous devrions, dans notre étude de la règle de l'article 2279 et des exceptions qui lui sont apportées comprendre l'étude de la maxime : « les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. »

Mais nous ne pensons pas que cette interprétation est exacte, car elle mettrait le législateur en contradiction avec lui-même. En effet, il dit, dans l'article 2114 que l'hypothèque est un droit réel sur les immeubles et plus loin, dans l'article 2118, que les immeubles sont seuls susceptibles d'hypothèque, ce qui exclut évidemment les meubles. Comment croire qu'il vient immédiatement après se donner un démenti dans l'article 2119, en déclarant les meubles susceptibles d'une hypothèque même imparfaite ? Le créancier ne peut donc même pas avoir un droit de préférence. L'article 2119 complète ainsi l'article 2279. Il étend à l'action hypothécaire le principe édicté par l'article 2279 pour l'action en revendication.

Reste à savoir pourquoi notre législateur n'admet pas l'hypothèque des meubles. L'hypothèque, pour fonctionner d'une façon utile, doit pouvoir être connue des tiers. C'est une garantie réelle opposable à tous ; il faut donc que les autres créanciers, que les tiers acquéreurs puissent se renseigner. Or il est d'usage que dans l'intérêt du commerce et des relations

sociales la transmission des meubles se fasse rapidement. La vérification de la part des créanciers ou des acquéreurs est donc contraire à la célérité requise pour les transactions mobilières. D'autant plus que les meubles n'ayant pas d'assiette fixe, il est impossible de concevoir pour eux un système de publicité. C'est plus qu'il n'en faut pour justifier la prohibition d'hypothéquer les meubles.

Mais lorsqu'il y a un signe extérieur qui permet aux tiers de soupçonner un droit sur les meubles, lorsqu'il y a un nantissement, ces raisons disparaissent. Le fait de mettre le meuble en la possession du créancier équivaut à la publicité. On conçoit par suite que l'on ait admis le gage comme droit réel portant sur les meubles. Guidé par cette idée, le législateur, a admis l'existence des privilèges mobiliers, sûretés réelles autres que le gage ; en effet, parmi les privilèges, les uns sont fondés sur une constitution tacite de gage, et alors la publicité est assurée par la possession du créancier ; les autres sont fondés sur une idée de mise de valeur dans le patrimoine du débiteur, et ici sans doute il n'y a pas de publicité, mais les créances sont d'une telle nature que l'attention des tiers devra être éveillée. On peut donc concevoir d'une part l'existence des privilèges sur les meubles et d'autre part l'impossibilité de l'hypothèque des meubles. Maintenant quant aux effets de ces privilèges, nous savons qu'ils n'entraînent pas de droit de suite au profit du créancier, (sauf une

exception relative au privilège du locateur) et l'absence de ce droit de suite tient non pas à la nature du droit considéré en lui-même, mais seulement à notre règle : « En fait de meubles possession vaut titre ». On pourrait donc dire aujourd'hui transformant quelque peu l'ancienne maxime : « Les meubles n'ont pas de suite par privilège ».

Nous croyons avoir assez fait ressortir le lien étroit qui existe entre les deux règles : « En fait de meubles possession vaut titre » et « meubles n'ont pas de suite par hypothèque » pour pouvoir comprendre cette dernière dans notre étude.

Nous examinerons donc, soit en ce qui concerne le propriétaire des meubles, soit en ce qui concerne le créancier dont le privilège porte sur des meubles, dans une première section les cas où le droit de suite n'existe pas, puis dans une seconde ceux où il est accordé.

SECTION I

Du principe que les meubles n'ont pas de suite.

De l'examen des travaux préparatoires du code, il résulte que le législateur de 1804 a donné à la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » la même portée que celle que lui donnait Bourjon.

Ce principe une fois établi, nous étudierons d'abord

les conditions requises pour l'application de l'article 2279, puis ses effets.

Cette première section sera donc divisée en trois paragraphes : principe, conditions requises pour l'application, effets.

§ I. — PRINCIPE.

Dans ce premier paragraphe nous essaierons de répondre à la question de savoir quel est le sens exact de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Un point qui ne fait plus de doute, c'est qu'en principe il n'y a plus aujourd'hui en matière mobilière d'acquisition par la possession prolongée. C'est Toullier (1) qui, reprenant les idées de Pothier et seulement celles de Pothier dans son *Traité de la Prescription* soutient que l'article 2279 n'avait qu'un but : dispenser le possesseur d'un meuble de représenter un titre écrit, juste titre, quand il oppose la prescription triennale au propriétaire qui le revendique.

Il nous paraît inutile de discuter aujourd'hui cette théorie, la maxime de l'article 2279 a été empruntée à Bourjon et il n'y a par conséquent en dehors du texte pas de plus grande autorité que la sienne pour en déterminer le sens. Or Bourjon, rappelons-le, nous dit :

1. Toullier, t. XIV, n° 104 et sq.

« En matière de meubles la possession vaut titre de propriété, elle rend donc inutile la prescription en matière mobilière. »

Mais, laissant de côté cette raison traditionnelle, et, nous en tenant au texte de notre article, comment admettre ce système ? En effet, où est le texte qui nous autoriserait à édicter cette prescription ? Pourquoi la fixerions-nous à trois années plutôt qu'à dix, à vingt ou à trente ? Puis l'article 2279 dans son second alinéa, accorde en certains cas de vol ou de perte, la revendication, mais le mot « néanmoins » par lequel cet alinéa commence, indique suffisamment qu'il s'agit là d'une exception. Si donc l'exception est qu'on revendique, la règle c'est qu'on ne revendique pas. Le système de Toullier est donc en contradiction avec le texte même de notre article. En outre cette théorie n'a même pas, comme le prétend l'auteur, l'avantage d'être directement empruntée au droit romain ; car le propre de la doctrine romaine était l'imprescriptibilité perpétuelle de la chose furtive. Or, le deuxième alinéa de l'art. 2279 fixe expressément à trois années, le seul délai nécessaire pour l'usucapion des choses volées. Elles sont donc prescriptibles ; quant à ces choses on se sépare donc, quoi qu'on fasse, du droit romain.

Aussi ce système est depuis longtemps abandonné, et les auteurs sont d'accord pour admettre qu'il ne s'agit pas, dans l'article 2279, d'une prescription triennale.

Avant tout délai le possesseur a le droit d'opposer la maxime « en fait de meubles possession vaut titre », à la revendication du propriétaire. Mais la revendication est-elle supprimée ou est-elle simplement et dans une certaine mesure paralysée, et quelle est la nature juridique, le fondement de la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est une question difficile et fortement controversée ; les auteurs sont divisés et la jurisprudence n'a point de principe certain.

La jurisprudence soutient que, la maxime contenue dans l'article 2279 établit en faveur du possesseur une présomption de propriété qui le dispense de toute preuve à cet égard et laisse la preuve contraire à la charge de la partie adverse ; mais cette présomption n'est qu'une présomption simple qui peut être détruite par la preuve contraire, et cette preuve, surtout lorsqu'il y a fraude, peut être faite par témoins et même par des présomptions graves, précises et concordantes (1).

C'est l'article 1350 qui est le point de départ de ce système. D'après cet article, la présomption légale est celle qui est attachée à certains faits ; tels sont les cas dans lesquels la loi déclare la propriété résulter de certaines circonstances : l'article 2279 est une de ces hypothèses.

1. Cass. 15 mars 1885. S. 88, 1. 148. Cass. 27 mars 1889. S. 89, 1. 199. Nancy, 30 déc. 1891. D. 92, 2. 441 et la note de M. Planiol.

Quoique la jurisprudence soit constante, nous ne saurions néanmoins admettre son opinion. Si, en effet, on veut voir à l'article 2279 une présomption de propriété tirée du fait de la possession, il faut, à notre avis, dire que cette présomption est une présomption irréfragable, puisque sur son fondement, la loi dénie l'action en justice, qui serait ici l'action en revendication (C. Civ. 1352) (1).

Mais nous croyons que cette idée de présomption doit être rejetée d'une manière complète. D'une part elle n'a aucun appui dans les textes ; l'article 2279 ne parle pas de présomption, il ne dit pas que le possesseur est présumé réputé propriétaire ; il dit que la possession *vaut titre* et rien n'autorise donc à rattacher l'article 2279 à l'article 1350. D'autre part c'est à Bourjon, nous l'avons déjà dit, que les auteurs du code ont emprunté la formule de l'article 2279, et Bourjon nous dit que « la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait » or, le titre parfait est celui qui transfère la propriété, tel que la vente, la donation. Notre article établit donc plus qu'une présomption, il établit un mode d'acquisition. Et la distinction est importante ; en effet, en vertu de l'article 1352 toute présomption même absolue peut être annihilée

1. En ce sens, Aubry et Rau, II, § 183, p. 145, n° 4. Poincaré, *op. cit.*, p. 245 et s.

par le serment ou par l'aveu si elle n'est pas d'ordre public, tandis que la propriété établie sur la possession en vertu de la loi n'admet aucune preuve contraire.

Ceux qui voient dans la règle de l'article 2279 une présomption légale, concluent que l'effet de cette règle n'est pas de supprimer d'une manière absolue, dès qu'elle est applicable, le droit de suite en matière mobilière, mais simplement de le paralyser dans une mesure plus ou moins large.

Nous arrivons maintenant à un deuxième groupe de systèmes, ceux qui admettent que l'action en revendication est en principe supprimée complètement en matière mobilière. Mais, parmi les partisans de cette opinion, les uns voient dans l'article 2279 une prescription instantanée, les autres, un mode d'acquisition en vertu de la loi.

Les auteurs qui soutiennent qu'en fait de meubles, la simple possession opère une prescription acquisitive instantanée (1) invoquent, comme principal argument, la place qu'occupe cet article dans le titre XX du Code. En effet, il est placé dans un chapitre intitulé : « Du temps requis pour prescrire » et dans une section qui traite des prescriptions particulières. N'en

1. Marcadé, sur les art. 2279 et 2280, n° 1. Demolombe, t. IX, n° 622, et Baudry-Lacantinerie et Tissier. *De la Prescription*, n° 830, p. 518.

faut-il pas conclure que cet article établit aussi une prescription particulière, la plus courte de toutes puisqu'il suffit de la possession d'un instant pour l'accomplir. Mais non seulement cette expression prescription instantanée nous semble quelque peu incompréhensible (la prescription n'étant qu'un mode d'acquérir la propriété par l'écoulement d'un certain laps de temps), mais, la place même, qu'occupe cet article (2279) ne prouve pas qu'il consacre nécessairement une prescription. Il se peut fort bien, en effet, qu'après avoir parlé de toutes les prescriptions quelconques les rédacteurs du Code aient étudié en dernier lieu l'hypothèse dans laquelle la prescription est complètement supprimée. Ajoutons à cela que Bourjon, dont se sont inspirés les rédacteurs du code civil, disait « que la prescription n'est d'aucune considération, elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque, par rapport à de tels biens, la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait » et cette règle Bourjon l'exposait au titre de la prescription dans un chapitre qu'il intitulait : « Il n'y a pas de prescription relativement aux meubles » (1).

Reste une objection tirée de l'article 2239 du Code civil. Cet article reconnaît la faculté de prescrire à ceux qui ont reçu la chose d'un dépositaire, or, le dépôt suppose la remise d'une chose mobilière (art. 1918)

1. Bourjon, *op. cit.*, III, V, 22.

donc la prescription sera possible en matière mobilière. Cet argument ne nous semble pas probant. Il nous paraît plus probable que l'article 2239 veut parler du séquestre. Il peut donc très bien faire allusion à une prescription d'immeubles ; enfin il peut s'agir d'objets perdus ou volés qui ont été remis au dépositaire. Dans ce cas la prescription de l'objet sera ouverte non pas à ce dernier, qui est un détenteur précaire, mais à ses ayants causes, qui auront reçu la chose en vertu d'un titre translatif de propriété.

Il nous reste à parler du système, qui voit dans l'article 2279 un mode spécial d'acquisition de la propriété *ex lege*. La possession relativement aux objets mobiliers, à elle seule et de plein droit, équivaut à un titre parfait, à un titre translatif de propriété. Nous ne soutenons pas que ce mode d'acquisition soit l'occupation. Cette opinion a le tort de confondre les *res derelictæ* ou *nullius* avec les choses transmises *a non domino* ; nous croyons qu'il s'agit là d'un mode d'acquisition spécial, en quelque sorte innommé (1).

Il est vrai que l'on oppose les articles 711 et 712, qui énumérant les différentes manières d'acquérir la propriété, ne parlent pas de la possession ; mais il ne faut pas, croyons-nous, voir dans ces articles une énu-

1. Colmet de Santerre VIII n° 387. *bis* II. Laurent XXXII n. 543. Van Bemmelen *op. cit.* p. 497.

mération limitative de manières d'acquérir la propriété. Nulle part la loi ne mentionne l'occupation, le butin fait sur l'ennemi et personne pourtant ne songe à les exclure. On dit encore que si cette doctrine était exacte il en résulterait que le prêteur, le déposant, le bailleur, ne pourraient plus revendiquer le meuble prêté, déposé, ou loué, contre l'emprunteur, le dépositaire ou le preneur. La réponse est simple. Les détenteurs à titre précaire n'ayant pas la possession, dans le sens de l'article 2279, ne peuvent donc pas l'invoquer pour prétendre qu'ils sont propriétaires. Quant aux prêteurs, déposants, bailleurs, ils ont un droit de créance, et, jamais la règle « en fait de meubles possession vaut titre », ne peut protéger les tiers détenteurs qui seraient tenus d'une obligation personnelle de restituer.

Nous nous rallions à cette doctrine, qui est au fond, celle de la plupart des auteurs, d'autant plus qu'elle se rapproche beaucoup de la doctrine qui voit dans l'article 2279 une présomption *juris et de jure* ; avec cette importante différence, que dans notre système, jamais le revendiquant à qui on opposerait l'article 2279 ne pourra provoquer l'aveu ou déférer le serment.

En résumé, la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » signifie qu'en France on ne revendique pas les meubles. Mais la loi n'écarte que l'action réelle ; elle laisse le champ libre aux actions personnelles, nées d'un contrat ou d'un délit, par lesquelles

le propriétaire dépouillé peut parfois réclamer sa chose.

§ II. — CONDITIONS D'APPLICATIONS.

La loi dit qu'en fait de meubles possession vaut titre. On se demande, d'une part, quelles sont les choses mobilières auxquelles s'applique la maxime précitée, d'autre part, une fois ces choses déterminées, quels sont les caractères que doit présenter la possession pour être une cause d'acquisition de la propriété : conditions relatives à la chose, conditions relatives à la possession.

Quelles sont d'abord les meubles auxquels s'applique la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » ? Un point qui ne fait pas doute, c'est que l'article 2279 n'est applicable qu'aux meubles qui sont dans le commerce susceptibles de propriété privée. Le possesseur d'un meuble appartenant au domaine public ne peut pas se prévaloir de la maxime qu'en fait de meubles possession vaut titre. Mais, d'autre part, comme le but de la loi est de favoriser les transactions mobilières qui se font avec une grande rapidité, de la main à la main, sans écriture, sans aucune formalité, toutes les fois qu'il s'agira des meubles pour la transmission desquels la loi aura exigé des formalités spéciales, l'article 2279 sera inapplicable.

Or, en règle générale, des formalités spéciales ne sont exigées par la loi que pour la transmission des meubles incorporels, d'où la distinction vraie dans son principe entre ces deux catégories de meubles.

Les meubles corporels, et l'on est d'accord pour donner à ce mot un sens très large, sans s'arrêter à l'article 533, car, appliquer à notre matière la disposition de cet article, ce serait évidemment soustraire à l'application de la règle qu'en fait de meubles possession vaut titre la plupart des choses en vue desquelles elle a été précisément édictée, seraient donc soumis à l'article 2279. Il en serait autrement des meubles incorporels. Cette distinction, cependant, n'est pas complètement exacte, car, d'une part, pour certains meubles corporels il y a des formalités de transmission et d'autre part, pour certains meubles incorporels, ces formalités n'existent pas. Mais ce qui ne fait pas de doute, c'est que l'article 2279 doit être étendu aux effets ou titres au porteur, meubles incorporels pour la transmission desquels aucune formalité n'est requise par la loi ; dans ce cas, ces meubles incorporels, sont, en quelque sorte, assimilés aux meubles corporels.

La maxime, qu'en fait de meubles possession vaut titre, ne s'applique qu'aux meubles pris individuellement ; elle ne concerne en aucune façon les universalités des meubles.

C'était la doctrine du ^{xviii}^e siècle, confirmée par les travaux préparatoires (1). Mais nous ne parlons ici que des universalités de droit, telles qu'une succession mobilière, et non pas des universalités de fait qui ne sont que des groupements de meubles, tandis que celles-là ont en quelque sorte une existence juridique propre. Quant à ces universalités, les raisons qui justifiaient l'article 2279, impossibilité de produire les titres, ne se retrouvent plus. L'intérêt du commerce ne réclame plus la transmission facile des droits successifs, et on ne conçoit que difficilement l'acquisition de pareils droits, par une simple convention suivie de tradition; en effet, le possesseur est-il héritier *ab intestat*, il lui est facile d'établir alors par des titres sa parenté avec le défunt; est-il légataire, il doit produire un testament; est-il cessionnaire, il doit prouver la cession par un acte régulier. Si vous ne prenez pas ces précautions, vous vous rendez coupable de négligence et vous aurez à supporter toutes les conséquences, sans pouvoir vous retrancher derrière la maxime qu'en fait de meubles possession vaut titre.

1. Fenet, t. XV, p. 600. Loaré, XVI, p. 537. Aubry et Rau, t. II, § 183, p. 158. La cour de Paris avait cependant déclaré, en 1830 que la vente d'une universalité de meubles, faite par l'héritier apparenté à un tiers était garantie par l'art. 2279. Cet arrêt a été cassé.

On peut ajouter encore que l'article 2279 n'est pas applicable en l'espèce, car le demandeur ne revendique pas ; l'objet du débat est de savoir, non pas qui est propriétaire, mais qui est héritier.

L'article 2279 ne saurait non plus recevoir son application, si nous supposons qu'il s'agit de meubles dont la restitution est demandée à titre d'accessoires d'un immeuble revendiqué ; il faut appliquer ici la règle *accessorium sequitur principale*. Et, en effet, il n'y a aucun motif d'appliquer la règle : en fait de meubles possession vaut titre ; le même titre qui prouvera la propriété de l'immeuble, établira en même temps celle du meuble qui en est l'accessoire. On a voulu soutenir le contraire en opposant l'article 549 qui décide, comme on sait, que le possesseur de bonne foi d'un fonds fera les fruits siens. Mais nous ne croyons point qu'il faille, dans ce texte, voir une conséquence de l'art. 2279 ; la loi a pensé que, probablement, le possesseur aurait consommé les fruits ; elle ne veut pas l'exposer à une perte considérable, alors qu'il n'est pas fautif. Telle est l'idée de l'art. 549 ; elle n'a aucun rapport avec celle de l'art. 2279 (1).

Quant aux navires, quoique meubles par nature, ils échappent à l'application de l'art. 2279 ; car ils sont soumis, en ce qui touche la transmission, à des règles

1. Demolombe, XII, 622. Rivière. *Revue de législation*. 1851, III, p. 346. De Folleville, n° 64.

spéciales, (195, Code de commerce), rédaction d'un écrit; et nous savons que l'art. 2279 suppose des ventes qui se font sans écrit ou pour lesquelles l'écrit n'est pas demandé par la loi (1). Les motifs de l'art. 2279 ne se retrouvent donc plus. Ces solutions sont généralement admises. Nous savons, en outre, que les lois du 10 décembre 1874 et 10 juillet ont rendu les navires susceptibles d'hypothèque.

Quant aux manuscrits, quelques difficultés se sont au contraire élevées. Nous croyons qu'un manuscrit, en tant que corps certain, tombe sous l'application de la règle édictée par l'article 2279. Mais cette possession n'engendre pas en faveur du possesseur une présomption légale et absolue de la concession des droits de publication. Elle ne produit à cet égard qu'une simple présomption de fait, absolument inefficace, lorsque le possesseur du manuscrit prétend que le droit de publication lui a été transmis sous forme de don manuel, et qui, dans le cas même où le possesseur invoquerait une transmission à titre onéreux, ne semble devoir être admise qu'autant que son allégation serait appuyée d'un commencement de preuve par écrit. (2)

Bien qu'en principe, l'article 2279 ne s'applique pas

1. Cass. 18 Juin, 1870. S. 70, 1.145 et la note de Labbé. D. 70.1.127.

2. Poincaré *op. cit.*, p. 223. Aubry et Rau t. II § 183 p. 151. Laurent xxxii n° 570.

aux créances, car leur transmission est soumise à l'accomplissement de certaines formalités exigées par la loi ou par les conventions, il y a certaines créances qui se confondent en quelque sorte avec l'écrit qui sert de preuve, et qui subissent l'application de la maxime « en fait de meubles possession vaut titre ». Ce sont les créances constatées par des titres au porteur et également les billets de banque. Ces valeurs se transmettant de la main à la main, les motifs de notre règle exigent en ce qui les concerne, le suppression de l'action en revendication.

En résumé, pour déterminer nettement la sphère d'application de l'article 2279, il ne faut point s'attacher exclusivement à la nature matérielle ou immatérielle des biens, car il y a, avons-nous vu, des meubles incorporels qui relèvent de la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre », tandis qu'il y a par contre, des meubles, même corporels, qui échappent à son domaine. C'est aux motifs qui ont présidé à la rédaction de notre règle qu'il convient de se référer. Il faut rechercher si l'objet en litige se transmet dans la pratique ordinaire de la vie de la main à la main, en sorte que le tiers acquéreur ait pu avoir été sous le coup d'une ignorance invincible, faute des titres susceptibles, de l'éclairer sur les mutations antérieures. Dans le cas de l'affirmative, il faut appliquer l'article 2279, dans le cas contraire, en refuser le bénéfice au possesseur.

Ce critérium très net permet de résoudre toutes les difficultés qui peuvent se présenter.

Supposons maintenant que la chose dont la propriété est en litige soit bien une de celles auxquelles l'article 2279 se réfère et examinons quels sont les caractères que cette possession doit réunir pour permettre au possesseur d'invoquer la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre ». Nous examinerons successivement ce qui concerne : 1) la bonne foi ; 2) le juste titre, et 3) les caractères que doit revêtir la possession.

1) *De la bonne foi.* — La bonne foi, de la part du tiers acquéreur, consiste ici à ignorer que le meuble qui lui a été vendu et livré, n'appartenait pas, en réalité, à son vendeur. Nous croyons, avec la majorité des auteurs, que, pour pouvoir invoquer l'article 2279, ce possesseur doit être de bonne foi. La jurisprudence est dans ce sens : (1)

MM. Aubry et Rau (2) considèrent la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » applicable même au possesseur de mauvaise foi ; les effets de la possession sont en général, disent ces auteurs, indé-

1. Cf. Marcadé, t. 12. Sur l'art. 2280, n° 2. Laurent XXXII, n° 559. Baudry et Tissier, *op. cit.*, n° 874, Cass. 6 juillet 1886, D. 87, 1.25 ; Amiens, 2 juin 1887. D. 88.2.94. Nancy, 30 déc. 1891. D. 92.2.24 ; et la note de M. Planiol. Cass. 1^{re} févr. 1893. S. 94.1.86.

2. Aubry et Rau, t. II. p. 156, § 183, note 29. Poincaré, *op. cit.*, p. 187 et suiv. Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 418 et 420.

pendants de la bonne ou de la mauvaise foi du possesseur ; de plus l'article 2279 n'exige pas la bonne foi ; or, ce silence est très significatif, car, toutes les fois que la loi réclame cette condition, elle prend soin de s'en expliquer catégoriquement, (art. 549 et 2265 cod. civ.) ; on ajoute encore que la plupart des auteurs du siècle dernier, auxquels le système a été emprunté, Bourjon notamment, n'exigeaient pas davantage la condition de bonne foi.

Cette opinion a contre elle non seulement les motifs qui servent de base à l'art. 2279, motifs qui sont puisés, d'une part dans l'instabilité des meubles qui, passent de main en main par l'effet de la simple tradition, d'autre part dans l'ignorance du tiers acquéreur, qui ne pouvant se renseigner sur cette sorte de biens, a dû nécessairement rester sous le coup d'une erreur invincible, et ce n'est pas la situation du possesseur de mauvaise foi qui a été dûment éclairé et ne peut plus invoquer son ignorance ; mais encore, un texte de loi, l'art. 1141 qui n'est autre chose qu'une application particulière du principe consacré par l'art. 2279 ; or cet article ne la consacre qu'au profit du possesseur de bonne foi. MM. Aubry et Rau et ceux qui ont adopté leur opinion, répondent que si le deuxième acquéreur, à supposer qu'il fût de mauvaise foi, ne reste pas propriétaire à l'encontre du premier acquéreur, cela ne veut pas dire que le premier acquéreur aura contre lui une revendication à laquelle ne soit pas opposable la

règle « en fait de meubles possession vaut titre » ; parce que la bonne foi ferait défaut. Si la loi exige la bonne foi dans l'article, c'est pour un autre motif ; en effet, le deuxième acquéreur, qui savait que la chose a déjà été vendue au premier, qui a été par conséquent de connivence avec le vendeur pour tromper le premier acquéreur, a commis un fait qui tombe sous l'application de l'art. 1382 du Code civil. C'est au principe général de la réparation du dommage causé à autrui, contenu dans l'article 1382 c. civ. que l'article 1141 fait allusion. C'est donc, par voie d'action personnelle, et non par une action réelle, que le premier acquéreur pourra triompher contre le second de mauvaise foi. On serait donc ici en dehors de l'article 2279 ; car son domaine propre est celui de l'action en revendication.

Cette explication qu'on a tenté de donner à l'article 1141 nous paraît peu conforme aux intentions du législateur, exprimées dans l'exposé des motifs de Bigot-Prémamencu à propos de l'article 1141 : « A l'égard des choses mobilières, quoique, respectivement aux parties, le transport de la propriété s'opère à l'époque où la livraison doit se faire ; cependant on a dû considérer l'intérêt d'un tiers dont le titre serait postérieur en date, mais qui, ayant acquis de bonne foi, aurait été mis en possession réelle. » La bonne foi de cet acquéreur, la nécessité de maintenir la circulation libre des objets mobiliers, la difficulté de les suivre et de les reconnaître dans la main de tiers possesseurs, ont dû faire donner la préfé-

rence à celui qui est en possession, quoiqu'il y ait un titre antérieur au sien ». Nous trouvons dans cet exposé des motifs mêmes de notre maxime : « en fait de meubles possession vaut titre », la preuve de l'étroite corrélation qui existe entre ces deux articles 1141 et 2279 du Code civil. Enfin, nous trouvons une preuve plus évidente dans les paroles du tribun Favard ; « Le principe est fondé, disait-il, sur ce que les meubles n'ont pas de suite et sont censés appartenir à celui qui les possède, s'il n'est pas prouvé que sa possession est fondée sur le dol, la fraude ou la mauvaise foi ».

Un auteur moderne, dont nous avons déjà parlé M. Van Bemmelen, (1) qui, lui aussi, repousse toute idée de bonne foi, soutient que, s'inspirant de l'idée qu'il est désirable qu'en fait de meubles l'acquéreur de bonne foi ne soit pas inquiété par le propriétaire, on a établi par exception, que celui auquel l'objet vendu ou autrement transporté a été livré, en a acquis la propriété, pourvu qu'il soit de bonne foi ; mais qu'étant conçu par les compilateurs du Code longtemps avant l'article 2279 et avant qu'ils se fussent décidés à adopter la doctrine de Bourjon, l'article 1141 renferme un système différent et moins avancé, emprunté à l'ancien droit.

Et en effet il conclut : « Maintenant que l'article 2279 coexiste avec l'art. 1141, ce dernier est battu et écarté

1. *Le système de la propriété mobilière* p. 420.

par le premier. Le second acquéreur est propriétaire par sa possession, tandis que le premier a perdu la sienne, obtenue par constitut possessoire à l'instant de la délivrance du second, dont la bonne foi est parfaitement indifférente. Le premier ne peut être préféré au second si celui-ci est de mauvaise foi. L'article 2279 ne laisse plus aucune place à l'article 1141 et l'absorbe pour ainsi dire. »

Ce système nous paraît inadmissible. L'article 1141 n'est, nous l'avons déjà dit, qu'une application particulière du principe consacré par l'art. 2279 et dans cette application, la préférence est donnée au possesseur de bonne foi.

Ajoutons que l'art. 2279, al. II, après avoir ouvert au profit du propriétaire l'action en revendication au cas de vol ou de perte contre celui dans les mains duquel il trouve la chose, consacre en termes exprès la possibilité d'un recours de ce dernier, contre celui duquel il la tient. On voit par là que l'idée du législateur était que l'article 2279, al. II, ne pût s'appliquer qu'à des possesseurs de bonne foi. Et, s'il en est ainsi dans l'alinéa II, il en est de même dans l'alinéa premier, l'exception étant de même nature que la règle.

La bonne foi se présume chez le possesseur, soit en vertu de l'article 2268 si on admet que l'article 2279 est une prescription instantanée, soit en vertu du droit commun de la preuve (1116, c. civ.). C'est à celui qui allègue la mauvaise foi qu'il incombe de la prouver ; et

cette preuve peut être faite par tous les moyens, par témoins et surtout par présomptions, la nature seule de la bonne ou de la mauvaise foi rendant toute preuve écrite impossible.

La nature du fait à prouver produit une autre conséquence ; elle rend souveraine la décision des juges du fond, car il est évident que la Cour de cassation ne pourrait, sans sortir de ses attributions, contrôler l'appréciation donnée par un tribunal sur la pensée intime d'un possesseur (1). Mais à quel moment la bonne foi est-elle requise ? D'après une opinion soutenue par plusieurs auteurs (2), la bonne foi doit exister au moment de la prise de possession, mais elle importe peu au moment du contrat en exécution duquel a eu lieu cette prise de possession. On peut tirer, en faveur de cette opinion, un sérieux argument des mots « pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi » de l'art. 1141 *in fine*. On peut aussi ajouter que c'est la possession qui constitue le titre d'acquisition, et c'est ce titre qu'il faut considérer. Quant à nous, nous croyons avec la jurisprudence, qu'il suffit que la bonne foi ait existé au moment du contrat en vertu duquel le détenteur a été mis en possession.

1. Laurent, XXXII, n° 412.

2. Laurent, XXXII, 561. Demolombe, *Obligations*, n° 475. De Folleville, n° 28 à 30.

On admet, dans cette opinion, qu'il faut venir en aide à l'acquéreur qui a pu être induit en erreur par suite de l'imprudence du légitime propriétaire ; c'est lors de l'acquisition que cette erreur a pu se produire (1). Il est certain que dans tous les cas, quel que soit le moment où la bonne foi est requise chez le possesseur de meubles, il est certain, dis-je qu'il n'y a pas à se préoccuper du point de savoir si le possesseur n'a pas connu plus tard le vice de sa possession (2).

En résumé pour MM. Aubry et Raul l'action en revendication n'est pas admissible même contre un possesseur de mauvaise foi, mais cela n'empêche pas que la mauvaise foi ne puisse donner ouverture contre lui à une action en restitution fondée sur les art. 1382 et 1383, action dans laquelle le propriétaire sera forcé de subir le concours de tous les créanciers du possesseur, au cas de faillite ou de déconfiture de ce dernier. Pour nous, au contraire, la règle de l'art. 2279 ne peut être invoquée que par le possesseur de bonne foi ; celui-là seul, acquiert la propriété ; quant au possesseur de mauvaise foi il n'est pas couvert par la protection efficace de l'art. 2279 et cependant il pour-

1. Cass. 5 déc. 1876. D. 77.1.166. Colmet de Santerre VIII, n° 387 bis. Larombière sur l'art. 1141, n. 5.

2. Larombière, *loc. cit.* Baudry et Tissier *op. cit.* p. 546. n. 874.

ra utiliser sa possession, en invoquant l'usucapion trentenaire, à laquelle ne s'oppose point l'exception déduite de la mauvaise foi. La formule de l'article 2262 est en effet applicable pour les meubles comme pour les immeubles.

2) *Du juste titre.* — On a soutenu que le juste titre se confond avec la bonne foi, la bonne foi ne pouvant exister sans juste titre. Une pareille assertion est fausse. Sans doute, la plupart du temps, il n'y aura guère possession de bonne foi quand il n'y aura pas juste titre, mais pourtant, si rares qu'ils soient, on trouve des cas où le possesseur est de bonne foi sans avoir juste titre.

Le juste titre est un fait juridique qui, s'il émanait du véritable propriétaire, aurait pour effet de transférer la propriété. Il n'y a donc pas juste titre, quand le fait juridique au lieu d'être translatif, n'est que déclaratif; un partage de succession ou de toute autre masse des biens présenterait ce dernier caractère (art. 883). Il n'y a pas non plus juste titre quand on croit à un acte translatif qui n'a jamais eu lieu. Ce sont là des hypothèses où la bonne foi peut exister chez un possesseur; il a pu se croire héritier, il a pu penser qu'une vente ou tout autre contrat translatif de propriété avait été consenti à son mandataire; au lieu d'un titre valable, d'un juste titre il invoque un titre putatif. Ces exemples prouvent suffisamment que les deux conditions de juste titre et de bonne foi ne sont pas intimement liées et qu'on

peut admettre l'une, sans que l'autre s'impose. Mais le juste titre doit-il exister comme condition distincte de la bonne foi de même que pour la prescription de dix à vingt ans (art. 2265) ?

Les auteurs qui voient dans l'article 2279 un cas de prescription instantanée ont été conduits à décider que le juste titre devait être exigé. L'article 2279, disent-ils, consacre en matière de meubles une prescription instantanée ; des trois conditions de la prescription ils en écartent une, le laps de temps ; les deux autres restent exigées et doivent se trouver réunies. Il faut donc juste titre et bonne foi (1). Cette théorie que nous venons d'exposer est fausse dans son principe, elle part d'un point de départ dont nous avons démontré l'inexactitude. Nous nous trouvons en présence d'un cas d'acquisition *lege*, nous devons nous en rapporter au texte de notre article ; or, la formule de cet article : « en fait de meubles possession vaut titre », nous dit que la possession toute seule équivaut à un titre. Au surplus, exiger du possesseur la production d'un juste titre, c'est manquer le but de l'article 2279, en rendant nécessaires des justifications que le législateur a précisément voulu supprimer.

Il est vrai que parmi les partisans de cette théorie, que nous venons de combattre, les uns enseignent que

1. Marcadé, sur l'article 2279, n° 2.

L'article 2279, sans dispenser le possesseur de l'existence d'un juste titre, l'exempte de la justification de cette existence, le présume comme est présumée la bonne foi (1). Mais, même avec ce tempérament, le système est inadmissible, car nous nous trouvons en présence d'un texte formel, l'article 2279, qui transforme, l'avons-nous dit, la possession en un véritable titre d'acquisition de propriété.

On objecte, il est vrai, que si nous n'exigeons pas le juste titre, nous allons être amenés fatalement à admettre les conséquences les plus fâcheuses, que, selon nous l'héritier apparent de bonne foi pourrait par la seule prise de possession s'approprier définitivement tous les meubles de l'hérédité ; mais on oublie que la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » est étrangère aux universalités mobilières.

On invoque également plusieurs dispositions législatives. D'abord l'art. 1376 qui autorise la restitution de l'indu : le créancier indûment payé devrait conserver comme possesseur les sommes reçues en payement (art. 2279) ; il n'est tenu à la restitution que parce que la créance n'existant pas, son acquisition manque d'un juste titre. Mais cette argumentation est fausse, la restitution de l'article 1376 n'est pas fondée sur l'absence d'un juste titre, elle est fondée sur une obliga-

1. Mourlon, t. III, n. 1194.

tion personnelle, c'est l'idée, la *condictio indebiti*, qui n'a rien de commun avec la revendication, et comme preuve évidente, on peut remarquer qu'elle porte indifféremment sur l'objet indûment payé, ou sur d'autres objets du même genre.

Enfin, on puise dans l'article 1238 du Code civil une dernière objection. Cet article est ainsi conçu : « Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner. Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommé de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner ». Ainsi, dit-on, avant la consommation, le créancier ne peut pas repousser la revendication du propriétaire par la règle « en fait de meubles possession vaut titre », car il n'a pas le juste titre nécessaire pour l'application de cette règle. L'erreur commise est ici la même, car l'article 1238 parle, non pas d'action en revendication, mais d'action en répétition. Il envisage les rapports du *solvens* et de *l'accipiens* et vise par conséquent une hypothèse qui est en dehors du domaine de notre règle (1).

1. En ce sens. Aubry et Rau, § 183, note 3. Laurent XXXII, n° 550. Poincaré, *op. cit.*, p. 197 et sq. *Contrà* Marcadé sur l'art. 2379.

Nous avons vu que les conséquences qu'on attribue sont fausses, nous avons vu également qu'il n'y a pas de contradiction entre les articles 1238 et 1376 et notre règle. Nous repoussons donc comme condition d'application de l'article 2279 le juste titre, autant qu'il serait distinct de la bonne foi.

3) *Des conditions relatives à la possession elle-même.* — Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour exiger que la possession soit réelle et effective. L'article 1141 qui est une application du principe de l'article 2279 l'exige formellement. Mais il est certain que les modes des délivrances prévues dans les articles 1605 et 1606 C. c. qui peuvent en général suffire pour constituer une prise de possession, ne suffisent pas nécessairement pour créer la possession réelle, mais il n'en sera pas toujours ainsi. On ne peut, à cet égard, poser aucune règle théorique. Les juges du fond auront de ce chef un pouvoir d'appréciation souveraine (1).

Mais, faut-il en outre que la possession ait été acquise dans les conditions déterminées par l'art. 2229, c'est-à-dire qu'elle soit paisible, publique et à titre de propriétaire ? Les auteurs qui considèrent notre règle comme une prescription instantanée sont tout naturellement conduits à l'admettre. Il faut appliquer, disent

1. Cass 9. Novembre 1893. D. 94.1.399. Baudry et Tissier. n° 849
Laurent XXXII. n° 555. Van Bemmelen *op. cit.* p. 406.

ces auteurs, les règles générales de la prescription et notamment l'article 2229. On ne parle pas, bien entendu, des conditions de continuité et de son interruption puisqu'elles sont relatives à la durée de la possession et que nous sommes ici en présence d'une prescription instantanée (1).

Les auteurs qui, au contraire expliquent l'art. 2279 soit par une idée d'acquisition *lege*, soit par une idée de présomption légale, repoussent avec raison l'article 2279, mais ils sont d'accord d'autre part pour exiger une possession à titre de propriétaire. Celui qui est détenteur précaire n'a pas la possession, il ne peut donc opposer au propriétaire la maxime de l'art. 2279.

La précarité, qui en matière de présomption acquisitive des immeubles est un vice absolu et perpétuel, qui ne peut être purgé que dans les conditions expressément arrêtées par l'article 2283 : l'interversion par une cause venant d'un tiers, l'interversion par la contradiction que vous auriez opposée au droit du propriétaire, aurait en matière de meubles les mêmes caractères et les mêmes effets. Les auteurs qui exigent la bonne foi chez le possesseur, et nous nous sommes rangé à leur avis, ne doivent pas hésiter à admettre la revendication contre le détenteur précaire. Etant de mauvaise foi, il ne peut opposer à la revendication du propriétaire la règle : « en fait de meubles

1. Baudry et Tissier, n° 850.

possession vaut titre ». Pourtant il peut arriver qu'un détenteur précaire soit de bonne foi, il peut en être ainsi pour l'héritier d'un détenteur précaire. D'autre part, les conséquences de la précarité et de la mauvaise foi ne sont pas identiques. Tandis qu'après trente ans de possession le possesseur de mauvaise foi pourra avoir acquis la propriété et échapper ainsi à l'action en revendication, la précarité, vice indélébile, empêchera non seulement les détenteurs précaires mais aussi leurs héritiers de prescrire (art. 2236-2237 C. civ.) par quelque laps de temps que ce soit.

La question de précarité doit donc être examinée indépendamment de la bonne ou de la mauvaise foi. Cela nous semble résulter implicitement du texte de notre article ; en disant que la possession équivaut à un titre, la loi fait allusion à une possession à titre de propriétaire, à une possession analogue à celle qui résulterait d'un titre de propriété. « Le possesseur d'un objet mobilier, dit Laurent, s'en prétend propriétaire et il invoque à l'appui de sa prétention, la possession ; il suit de là que cette possession doit être celle d'un propriétaire ; il doit donc posséder à titre de propriétaire » (1).

L'article 608 du Code de procédure vient du reste, confirmer la nécessité de cette condition : « Celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis ou de par-

1. Laurent, t. XXXII n° 544.

tie d'iceux, pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au gardien et dénoncé au saisissant et au saisi, contenant assignation libellée et l'énonciation des preuves de propriété, à peine de nullité ». Il s'agit d'objets dont le prétendu propriétaire n'a plus la possession et qu'une saisie effectuée chez un tiers a frappés. Malgré cette perte de la possession la loi lui ouvre une action qui n'est autre que la revendication (1) puisque le succès en est subordonné à la production des preuves de propriété.

Pourquoi cette dérogation au principe de l'article 2279, sinon parce que la possession du saisi, bien que réelle, n'était point de nature à engendrer la propriété ? Or l'obstacle ne pouvait venir que de ce qu'il ne l'exerçait pas à titre de propriétaire. L'obstacle a la même force contre les créanciers saisis, que contre le saisi lui-même. D'ailleurs, nous savons que la possession suppose *l'animum domini*, non pas seulement pour conduire à la prescription mais pour exister en tant que possession. D'autre part, pratiquement, refuser au propriétaire l'action en revendication contre le détenteur précaire c'est favoriser la fraude, c'est se mettre en contradiction avec le but même de l'article 2279 qui est de protéger le possesseur contre l'action d'un tiers au cas d'acquisition *a non domino*. En

1. En ce sens Colmet d'Aage et Costard sur l'art. 608. Garsonnet. Procédure, III. n° 583. *Contra* Aubry et Rau § 183. Note 32.

nous en tenant au texte de notre article, nous décidons que sans l'*animus domini* la possession manque d'une condition nécessaire et ne peut servir de base à l'acquisition de la propriété, dont nous parle l'article 2279.

La loi fait dans l'article 1926 Code civ. une application du principe que nous venons d'exposer, car, dans l'hypothèse qu'il réglemente, il donne au déposant l'action en revendication contre le possesseur tenu d'une obligation de restitution. Cet article est ainsi conçu : « Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier ». Pourtant, les auteurs qui soutiennent qu'au cas de détention précaire l'action en revendication ne peut être admise, disent que cet article ne peut être bien compris qu'en le rapprochant de l'article 1925, lequel prévoit l'hypothèse d'un dépôt fait par une personne incapable entre les mains d'un individu capable, et il décide que, dans ce cas, ce dernier sera tenu de toutes les obligations d'un véritable dépositaire. Au contraire, quand le dépôt est fait à une personne incapable, l'article 1926 décide que le dépositaire ne sera tenu que de restituer la chose s'il l'a encore entre ses mains, ou le profit qu'il en a tiré, s'il ne la possède plus.

Les législateurs, en parlant dans l'article 1926 d'action en revendication ont voulu faire ressortir la différence qui existe entre l'hypothèse prévue par cet article et celle prévue par l'article 1295 ; et les mots action en revendication n'ont été mis là que par opposition aux mots « toutes les obligations » du texte précédent. » Des obligations du dépositaire incapable, il n'en reste qu'une, celle de restituer (1).

Nous répondons que le législateur, en donnant à l'action du déposant le caractère d'action en revendication a certainement visé l'hypothèse la plus fréquente, celle où le déposant est propriétaire de la chose ; mais dans le cas où il ne le sera pas, il faudra bien pourtant qu'il existe à son profit une action en restitution, solution commandée par l'équité et conforme en même temps à la théorie des contrats annulables. Le déposant capable invoque en effet le contrat et demande l'exécution des obligations du dépositaire ; celui-ci en demande la nullité. Mais l'incapable doit rendre le profit qu'il en a tiré, et, quand la chose existe entre ses mains, elle constitue pour lui un gain qu'il n'a pas le droit de conserver. A défaut d'action en revendication, il paraît donc très juridique de reconnaître une action en restitution au profit du déposant non propriétaire. Il est donc certain qu'il y a bien une hy-

1. Poincaré, *op. cit.* p. 301.

pothèse dans laquelle l'action en revendication existe ; les termes de l'article 1926 sont formels. Nous voulons bien admettre qu'il y ait quelquefois une action personnelle en restitution, mais, et c'est en cela que l'opinion adverse nous paraît critiquable, il n'y a pas que cette action personnelle en restitution, il y a aussi, quand le déposant est propriétaire, une action en revendication. L'article 1926 ainsi interprété nous paraît fournir un argument en faveur de notre opinion.

En résumé, la possession seule fait acquérir la propriété et supprime par suite la revendication, mais toutes les fois qu'on se trouve en présence d'un détenteur précaire la revendication subsiste.

On présume dans le doute que la possession est à titre de propriétaire : ceux qui voient dans l'article 2279 une prescription ne font qu'appliquer ici la règle de l'art. 2230, mais on arrive dans les autres systèmes au même résultat par l'application des règles du droit commun sur la preuve. C'est à la partie qui invoque la précarité de la possession à en fournir la preuve, et cette preuve se fait en observant les règles des art. 1341 et 1348 C. civ. (1).

Indépendamment de l'action en revendication, le propriétaire a, suivant nous, contre le détenteur précaire

1. Cass. 5 août 1890. D. 91, 1.21. Laurent XXXII, n. 544. Baudry et Tissier, *op. cit.* n. 853.

une action personnelle en restitution, que l'article 2279 ne peut écarter. Les auteurs qui au contraire n'admettent pas ici l'application de la précarité, ne lui donnent qu'une action personnelle en restitution (1).

Mais quelle utilité présente pour le véritable propriétaire cette action en revendication à côté de l'action personnelle ? D'abord s'il s'agit d'une action personnelle, il doit subir le concours de tous les autres créanciers du défendeur, tandis que, si au contraire, il intente l'action en revendication, lui seul aura le bénéfice. Mais, ce n'en est là ni l'unique ni le principal intérêt. Supposons que l'action personnelle née du contrat soit prescrite : après trente ans le créancier qui a négligé de l'exercer et qui n'invoque aucune cause de suspension est complètement désarmé. Mais, si au contraire la revendication est permise contre un détenteur précaire, son droit sur la chose n'est pas compromis par la prescription de l'action personnelle (2). On objecte, il est vrai, que la revendication elle-même est éteinte au bout des trente années qui ont amené la prescription de l'action personnelle et que le détenteur précaire aura acquis alors la propriété. On invoque à l'appui de cette solution d'abord un texte de loi : l'article 2262 qui soumet à la prescription

1. Aubry et Rau, t. II, § 183 note 32. Poincaré, *op. cit.* p. 199 et sq.

2. Colmet de Santerre VIII n. 387 *bis.* V.

trentenaire toutes les actions tant réelles que personnelles ; ensuite, des arguments de raison ; en vérité, dit-on, le jour où le détenteur précaire cesse d'être soumis à une obligation personnelle, qui l'empêche de changer le titre de sa possession et d'avoir *l'animus domini* ? Sans doute l'article 2240 Cod. civ. ne permet à aucune époque à un possesseur d'intervertir son titre : mais c'est là une règle de prescription et l'article 2279 est étranger à cette matière.

Malgré leur force, ces arguments ne nous semblent point concluants, et nous croyons que, même après trente ans de détention précaire et malgré la prescription de l'action personnelle contre le détenteur, le véritable propriétaire peut exercer contre lui la revendication. Il est vrai, que l'article 2262 soumet à la prescription trentenaire l'action en revendication, type de l'action réelle ; mais il faut se mettre en garde contre la confusion qui pourrait résulter de l'assimilation que semble établir cet article entre les actions réelles et les actions personnelles. La prescription de l'action en revendication n'est qu'indirecte, elle est la conséquence de l'usucapion. Or le détenteur précaire ne peut pas usucaper, sa possession manquant de l'une des conditions essentielles (1). Quant à l'objection que l'article 2240 est une règle de prescription, nous la reconnaissons fondée mais nous

1. Pothier. *Prêt à usage*, n° 47. Laurent XXXII n° 310 et n° 513.

n'en pensons pas moins que sa disposition doit être étendue à notre matière ; car si la précarité, vice indélébile de la possession, s'oppose à ce que l'on acquière la propriété par une possession prolongée, à plus forte raison est-elle un obstacle à ce que l'on devienne propriétaire par le seul fait de la possession.

Nous avons examiné la situation du possesseur de mauvaise foi, et la situation du détenteur précaire, et nous avons décidé que le premier peut acquérir la propriété par trente ans, tandis que le détenteur précaire, à moins d'interversion de son titre, ne peut jamais prescrire par quelque laps de temps que ce soit. Mais en dehors de ces deux hypothèses il peut arriver que l'on ait une possession insuffisante pour invoquer l'article 2279. On peut en effet être tenu d'une obligation personnelle de restituer ; peut-on dire dans ce cas que l'on possède au sens de notre texte ? Nous ne le croyons pas, car l'obligation personnelle dont il est tenu, enlève ce caractère à sa possession.

Les distinctions que nous venons de faire ne sont pas inutiles ; il est vrai que dans la plupart des cas, ceux qui sont personnellement obligés à la restitution de la chose qu'ils détiennent seront presque toujours des détenteurs précaires ou des individus de mauvaise foi ; pourtant elles peuvent ne pas être réunies. Prenons en effet un détenteur précaire, un dépositaire par exemple ; il est certain que, vis-à-vis du déposant, il ne peut

pas invoquer l'article 2279, car il est de mauvaise foi, il détient précairement, et il est personnellement obligé à la restitution de la chose, et même après trente ans d'inaction de la part du dépositaire, la revendication sera intentée avec succès contre lui, puisqu'il est encore détenteur précaire et de mauvaise foi. Enfin, même s'il vient de mourir, son héritier, fût-il de bonne foi, ne peut invoquer l'article 2279, car la précarité subsiste, il a la même possession que son auteur et non une possession nouvelle (1).

La nécessité d'une possession exercée à un titre propre entraîne une conséquence d'une grande importance : la propriété mobilière se transmettra par le seul effet de la convention. La propriété des meubles étant en principe attachée à leur possession, on pourrait soutenir que l'aliénateur qui n'a pas encore livré la chose reste propriétaire jusqu'à la délivrance. S'il en était ainsi, le principe posé par l'article 1138 disparaîtrait et cette conséquence s'impose pour ceux qui soutiennent l'inexistence complète du droit de suite en matière mobilière.

Mais, grâce aux principes que nous venons de poser, nous pouvons décider que ce résultat ne peut pas se produire, que le vendeur ne peut pas opposer à l'acheteur la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre », car non seulement il est de mauvaise

1. Baudry et Tissier, n. 857.

foi et personnellement obligé à livrer, mais il est même un détenteur précaire. Gardant en effet la chose entre ses mains après la convention qui opère le transport, il cesse d'avoir *l'animus domini*, et possède pour l'acquéreur. « L'acquisition réalisée par la vente, dit M. Van Bemmelen, est confirmée dans une certaine mesure par l'article 2279, puisque par une sorte de constitut possessoire, l'acheteur possède par l'intermédiaire du vendeur » (1).

Ce dernier point est de toute importance non en ce qui concerne le vendeur, car peu importe le fait qui l'empêche d'invoquer notre règle à l'encontre de l'acquéreur, mais, en ce qui concerne ses ayants cause, et par là nous entendons les ayants cause universels, car la possession des ayants cause particuliers aura toujours un caractère propre et malgré le vice de précarité qui entachait la possession de l'auteur, celle du successeur vaudra pour lui acquisition de propriété; et le propriétaire véritable perdra à cette transmission l'action en revendication, sanction de sa propriété. Mais, s'il s'agit d'une transmission à titre universel, l'intérêt que nous venons de signaler peut se présenter; car les successeurs ont la même possession et non une possession nouvelle. Or, si l'on n'admet pas que le vendeur est détenteur précaire, c'est-à-dire qu'il possède pour le compte de l'acheteur, et si d'autre part,

1. Van Bemmelen. *Op. cit.*, p. 419.

ce successeur étant supposé de bonne foi, le vendeur était libéré par la prescription de son obligation personnelle, il faudra décider qu'il opposera avec succès la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » à la revendication de l'acheteur. Il en serait tout autrement dans la théorie que nous avons soutenue, la précarité étant un vice indélébile et l'article 2237 C. civ. interdisant la prescription aux héritiers des détenteurs précaires.

En résumé, l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports d'ayants cause à auteur, car dans la plupart des cas, ce possesseur est tenu d'une obligation personnelle de restitution, ou est détenteur précaire, ou est de mauvaise foi et, par conséquent, sa possession ne revêt pas les caractères nécessaires pour l'application de notre règle. Mais toutes les fois que ces motifs ne se rencontreront pas, parce que le *tradens* aura fait un abandon complet de ses droits, sans aucune obligation à la charge de *l'accipiens*, ce dernier deviendra un tiers présumé de bonne foi, protégé par l'article 2279. Pour assurer la stabilité des transactions mobilières, il faut protéger le possesseur de bonne foi, même quand il n'a pas été saisi par le *verus dominus*; du reste, le texte ne fait aucune distinction. Ce qu'il faut vérifier, ce sont les caractères de la possession du défendeur, le défendeur exerce-t-il cette possession à un titre propre, il sera protégé par notre article 2279, à l'égard de tout le monde, aussi bien à l'égard de

sôn auteur, *verus dominus*, que d'un tiers quelconque propriétaire.

Les principes que nous venons de poser sur l'effet de la détention précaire nous permettent de résoudre une question qui a été discutée, mais qui paraît aujourd'hui à peu près incontestée dans la majorité des auteurs et dans la jurisprudence.

Le créancier qui, de bonne foi, a reçu en gage de son débiteur, une chose n'appartenant pas à celui-ci, peut-il opposer la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre », au véritable propriétaire exerçant contre lui l'action en revendication ? On a dit que le créancier gagiste n'était qu'un détenteur précaire ; à l'égard du propriétaire comme à l'égard du débiteur (1) ; nous ne croyons pas que cette solution soit exacte, car, si, à la vérité, le créancier gagiste est détenteur précaire dans ses rapports avec le débiteur, autre est sa situation à l'égard du propriétaire de la chose engagée. En effet, à l'égard de ce dernier, il possède *animus domini*, puisque son titre même implique la contradiction du droit de ce dernier. Il a sur la chose un droit réel, qu'il possède, comme lui appartenant en propre. L'article 2279 doit donc le protéger. « L'article 2279, dit M. Lyon-Caen, s'applique

1. Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 425. Dalloz. Rép. V. *Prescrip.*, 278.

à tous ceux qui exercent sur les choses mobilières d'autrui un droit comme leur appartenant en propre » (1). Du reste, on peut ajouter que les mêmes motifs se retrouvent pour protéger le gagiste et l'acquéreur ; l'absence d'écrit pour constater les transmissions des meubles corporels et des titres au porteur met obstacle à ce que le créancier gagiste comme l'acquéreur puisse savoir s'il a contracté avec le véritable propriétaire. En écartant ici l'application de l'article 2279, on porterait une grave atteinte au crédit en restreignant dans une large mesure les prêts sur titres au porteur. Nous croyons donc que le créancier gagiste peut opposer l'article 2279 au propriétaire véritable de la chose donnée en gage. Mais il n'est pas nécessaire que le nantissement soit régulièrement établi suivant les règles des articles 2074 et 2075 C. civ. pour permettre au créancier gagiste d'invoquer la règle de l'article 2279, contre la revendication du véritable propriétaire. L'absence ou la présence de ces formes n'a aucune influence sur la question de savoir s'il y a ou non *animus domini* ; du reste comment permettre au propriétaire de se prévaloir d'une nullité qui a été établie seulement dans l'intérêt des créanciers et du débiteur gagiste (2).

1. Douai, 20 janvier 1892. S. 92. 2. 161 et la note de M. Lyon-Caen.

2. *Sic* (Vahl). Titres au porteur n° 1530, p. 318, n° 5. *Contra*. Aubry et Rau, § 183, p. 169. Laurent, XXXII, n° 575.

En résumé : peuvent donc invoquer la maxime de l'article 2279 et acquérir ainsi la propriété, les possesseurs de bonne foi, pourvu qu'ils soient en possession réelle et qu'ils exercent cette possession *jure proprio*, c'est-à-dire qu'ils ne soient ni détenteurs précaires, ni liés au demandeur par une obligation personnelle de restitution. La propriété n'est, au contraire, acquise que par la prescription trentenaire au possesseur de mauvaise foi; et l'acquisition n'en est jamais possible pour les détenteurs précaires.

La jurisprudence aboutit sur tous ces points aux mêmes solutions mais par un raisonnement différent et en faisant une confusion d'idées; elle décide que l'article 2279 édicte une présomption sauf preuve contraire, et que c'est fournir la preuve contraire que de démontrer la précarité de la détention de celui qui se prétend possesseur. On arrive en fait, sur le terrain pratique aux mêmes résultats, mais le raisonnement nous paraît bien peu exact au point de vue juridique. La jurisprudence dit, par exemple, que le revendiquant agissant contre un détenteur précaire et démontrant la précarité fait la preuve contraire de la présomption légale; nous disons, nous, que le revendiquant doit prouver la précarité pour démontrer que l'on est en dehors du domaine de l'article 2279.

Les principes que nous venons de poser ont trouvé leur application la plus fréquente en matière de dons manuels. Nous avons dit que le donataire manuel

pouvait opposer la maxime de l'article 2279 à son auteur et à ses héritiers (1) ; donc, toutes les fois que le demandeur en restitution d'un meuble n'a fait preuve sur ce meuble que de son droit antérieur, ou de celui de son auteur, le défendeur peut se retrancher derrière sa possession, il n'a pas besoin de prouver le don manuel à lui fait, il invoque simplement l'article 2279.

Cette solution, excellente quand elle profite à de vrais donataires qui sont l'objet des revendications déloyales, pourrait cependant devenir dangereuse aux mains de spoliateurs, justement actionnés par le propriétaire. Si l'article 2279 cod. civ. pouvait être opposé sans contrôle de la justice à toutes les attaques et par n'importe quel possesseur, le don manuel deviendra un prétexte journalier pour déguiser les vols et les abus de confiance. Mais il ne suffit pas au demandeur en restitution de prouver, pour triompher, ses droits antérieurs ou ceux de son auteur sur le meuble litigieux, il peut réussir en s'attaquant au titre même qu'on lui oppose, c'est-à-dire à la possession. Il lui est permis de prouver que cette possession du défendeur n'a pas le sens qu'on veut lui attribuer, et qu'il manque au prétendu don manuel soit *l'animus domini* du donateur,

1. *Contrà* Marcadé sur l'art. 2230. Cass. 5 août 1878, S. 1880, 1.294. Amiens 28 juillet 1879, S. 80, 2.207.

soit même une vraie tradition du meuble. Si le demandeur administre la preuve sur ces divers points la protection de l'article 2279 fera défaut au possesseur et ce dernier sera forcé de prouver qu'il a un titre régulier d'acquisition.

La jurisprudence est nettement fixée en ce sens, et plusieurs arrêts (1) rattachent souvent ces solutions au fondement juridique qu'elle attribue à l'article 2279. D'après elle, l'article 2279, nous l'avons déjà dit, établit en faveur du possesseur une présomption simple, une présomption *juris tantum* et le demandeur ferait la preuve contraire de cette présomption légale ; mais d'autres décisions (2) affirment avec plus de raison et d'exactitude, qu'en cas de détention précaire, ou de détournement, le possesseur qui a reçu la chose à titre

1. Cass. 15 novembre 1881. D. 82. 1. 67. 22 décembre 1891. D. 92. 1.510. 12 août, 1891. D. 92. 1.623. 5 décembre 1893. D. 94. 1.48. 18 décembre. 94. *Gazette du Palais*. 2 janvier 95.

2. Cass. 24 avril 1866. S. 66. 1.189. Paris 19 juillet 1875 S. 76.2. 3. 9 août 1875. D. 77. 8. 56 ; Amiens 28 juillet 1879 S. 1880. 2. 207 ; et notamment un arrêt de Nancy du 20 novembre 1869. S. 1870. 2. 111 qui dit : « La règle : en fait de meubles possession vaut titre ne régit pas les rapports du possesseur avec celui qui, s'attaquant à la cause même de la possession soutient que ce détenteur est tenu de restituer une chose dont il l'a dépouillé par un délit ou un quasi-délit. L'article 2279 suppose en outre, une possession civile, *animo domini* et non pas une possession équivoque ou suspecte dont le caractère précaire résulte de faits déjà certains ou formellement articulés ».

précaire ou qui est coupable de détournement, n'est pas dans le cas de l'article 2279 et ne peut s'en prévaloir ; en prouvant le fait de la remise à titre précaire ou du divertissement, on ne prouve pas contre la présomption de l'article 2279, on prouve qu'on est en dehors de la règle de cet article.

Pour écarter l'application de l'article 2279, le demandeur peut alléguer le caractère, soit précaire, soit délictueux, soit équivoque de la possession du défendeur. Par exemple, la possession du détenteur sera précaire lorsqu'il est établi que, entre le *de cujus* et le prétendu donataire, il y a eu contrat obligeant l'accipiens à restitution ou lui conférant une propriété résoluble. La preuve de la précarité se confondant avec celle du contrat qui la produit, il faut s'en rapporter aux modes des preuves établies par le droit commun, en matière d'obligations conventionnelles. Par conséquent, les présomptions et la preuve testimoniale ne seront admises que s'ils s'agit d'une valeur de 150 francs et au-dessous, à moins qu'il n'y ait commencement de preuve par écrit. L'interrogatoire sur faits et articles du défendeur pourra fournir ce dernier moyen ; mais il faut pour cela que l'allégation du demandeur soit rendue vraisemblable par les contradictions ou par les réticences de son adversaire. Mais si au contraire, le demandeur veut prouver le détournement, l'escroquerie ou l'abus de confiance de la part du possesseur, tous les genres de preuve sont admis, quelle que soit

la valeur du litige, par application de l'article 1348 du Code civil (1).

Néanmoins, le moyen le plus fréquemment employé par le demandeur consiste à établir que la possession du défendeur est équivoque; c'est presque, du reste, l'unique ressource des demandeurs en restitution, car, le plus souvent, celui qui détient un objet à la restitution duquel il est obligé par un contrat ou qu'il a soustrait, prend soin de faire disparaître toute trace du contrat ou du vol. Il ne reste donc au demandeur qui, le plus souvent est un héritier désireux de reprendre des valeurs de la succession, qu'à examiner les circonstances qui ont entouré l'origine de la possession pour faire ressortir le caractère ambigu de celle-ci.

A cet égard, les aveux du défendeur lui pourront être parfois de grande utilité, mais en dehors d'eux, la preuve testimoniale et les simples présomptions seront suffisantes, car il s'agit de prouver, non pas l'existence d'un acte juridique déterminé, mais un ensemble de faits matériels et de circonstances qui n'ont pas dû être constatés par écrit (2).

Les magistrats doivent examiner les faits que le demandeur peut invoquer, pour prouver que la possession

1. Nancy, 8 juillet 1893. Dijon 11 août 1893. S. 94. 2.95.

2. Cf. sur tous ces points: Bressoles, *Dons manuels* n° 259 et suiv. Colin. *Dons Manuels*, p. 85 sq. Baudry et Colin, n° 1196 et suiv. Cass. 18 déc. 91. S. 95. 1. 133. Pau, 12 janvier 1874 S. 76. 2.2.

du prétendu donataire ne réunit pas tous les éléments requis pour constituer un titre d'acquisition. Ces circonstances, on peut les ramener à trois ordres de faits différents.

Le premier a trait aux relations particulières, qui, avant le décès liaient le prétendu donateur au détenteur actuel des meubles litigieux. Ainsi, par exemple, le possesseur avait été tuteur du défunt et détenait encore en cette qualité les valeurs ; ou bien, il demeurait sous le même toit que le défunt ; cette communauté d'habitation est, on l'a dit, à la fois le danger et la sauvegarde des héritiers du donateur car, si elle facilite les soustractions, elle rend difficile au détenteur la preuve d'une possession propre et distincte de celle du défunt (1).

La seconde catégorie de faits pouvant infirmer la valeur de la possession et la vraisemblance du don allégué est empruntée à des actes du défunt même. Ainsi, ce dernier était plein d'affection pour ses héritiers légitimes et il n'avait pas de raison pour faire le prétendu don manuel, ou bien, de nombreuses libéralités ayant déjà été faites au prétendu donataire, des traces en étant restées sur le registre, et il n'y a aucune mention du don non manuel allégué. Ou enfin, il est certain, le registre du défunt le prouve, que jusqu'à sa mort le défunt avait lui-même encaissé les coupons

1. Note anonyme. Dalloz 1875. 2. 113.

et arrérages provenant des valeurs litigieuses(1). Dans ce cas, on peut légitimement prétendre, soit que la possession du défendeur est le fruit d'un détournement, soit qu'elle n'est que postérieure au décès du donateur, et par suite impuissante à parfaire ce don manuel (2).

Enfin, le troisième ordre de circonstances se rattache à l'attitude du détenteur après la mort du prétendu donateur. On a pu le voir emporter furtivement un paquet de la maison du défunt (3), où il a gardé le silence sur la détention des valeurs, et n'a parlé d'un don manuel qu'après plainte en détournement déposée par les héritiers. De même, l'encaissement des coupons échus postérieurement au décès du donateur peut être d'un grand secours pour caractériser la possession. Le détenteur les a-t-il régulièrement touchés? Il agit comme un propriétaire certain de la validité de son titre. Au contraire, cherche-t-il à les faire toucher par un tiers, demande-t-il par l'intermédiaire d'un tiers la mainlevée de l'opposition faite par les héritiers, il agit plutôt comme un voleur que comme un propriétaire sûr de son droit, il n'a pas la possession requise par l'article 2279.

Mais, malgré cette faculté réservée à celui qui revendique de prouver l'inexistence du don manuel et

1. Paris, 23 mars 1876. D. 77. 2. 9.

2. Toulouse, 10 mai 1881. S. 82. 1. 214.

3. Amiens 28 juillet 1879. S. 80. 2. 207. Dijon, 11 juillet 1893. S. 91. 2. 95.

malgré les tendances de la jurisprudence à admettre assez facilement le caractère équivoque de la possession du prétendu donataire il est permis de regretter l'absence d'une réglementation spéciale du don manuel; l'article 2279, sous couleur de don manuel, couvre et protège un grand nombre de détournements. Il conviendrait peut-être d'en mettre la preuve à la charge de celui qui l'allègue. « La jurisprudence, dit M. Labbé, serait moins dangereuse si elle exigeait du possesseur, se prétendant donataire la preuve qu'il tient la chose ou le titre en vertu d'une livraison volontaire ou libérale du propriétaire (1) ».

Nous avons déterminé les choses mobilières auxquelles l'article 2279 s'applique, nous avons en même temps déterminé les caractères que la possession doit revêtir pour permettre au possesseur d'invoquer la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » ; nous pouvons arriver maintenant aux effets de notre règle.

§ III. — DES EFFETS DE LA RÈGLE : « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ».

Tous les auteurs aussi bien ceux qui voient dans la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre »

1. Labbé, *Revue crit.*, 1884, p. 650. Baudry et Colin, *Donations*, n° 1145. Paul Bressolles, n° 312.

une présomption absolue de propriété, comme ceux qui voient une cause légale d'acquisition, décident qu'elle entraîne au profit du possesseur, lorsque sa possession réunit les différentes conditions requises, une propriété complète, franche de toutes charges réelles. C'est-à-dire qu'il triomphera, non seulement contre la revendication, mais aussi contre toutes les autres actions réelles. Il en résulte que l'usufruitier d'un objet mobilier n'est, pas plus que le propriétaire, autorisé à le revendiquer contre un tiers possesseur. Il en résulte encore que le créancier ayant un privilège, même fondé sur le nantissement ne jouit pas (hormis le cas de vol ou de perte et sauf l'application de l'article 2102 n° 1) du droit de suite contre le tiers possesseur de l'objet mobilier soumis à son droit de gage. Il en résulte enfin, que le créancier dont l'hypothèque s'étend à des immeubles par destination, n'est pas autorisé, après leur séparation, à les suivre entre les mains de tiers possesseur (1).

1. L'impossibilité pour des créanciers, d'exercer toute hypothèque ou tout privilège, sur des meubles sortis des mains de leur débiteur, donne le sens exact de la maxime : « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque » (art. 2119). On discute sur le point de savoir si leur droit réel sur ces objets, anéanti de la sorte, ne pourra pas se transporter sur leur prix encore dû par le possesseur actuel. Nous ne le croyons point ; mais cette discussion qui sort du cadre de notre sujet, laisse intact le droit du possesseur sur les meubles.

L'article 2279 ayant pour but de faire acquérir la propriété, et, par voie de conséquence, d'exclure la revendication, il résulte que, même le possesseur qui tient la chose d'un auteur dont le titre était sujet à résolution, à nullité ou à rescision, peut néanmoins opposer l'exception de cet article, si le titre du précédent possesseur vient à être résolu, annulé, ou rescindé ; car, en effet, il a un titre parfait, sa possession, qui l'investit d'un droit absolu, et ce titre il le tient de la loi et non pas de la convention (1).

De plus, la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » confondant, en matière mobilière le possesseur et le pétitoire, a pour effet de supprimer les actions possessoires mobilières. Cela résulte non seulement de l'exposé des motifs de Bigot-Préameneu (2) mais aussi de l'article 3 du code de Procédure civile qui exige que l'action possessoire soit portée devant le juge de la situation de l'objet litigieux ; or, les meubles n'ayant point d'assiette fixe restent nécessairement en dehors d'une telle disposition. Ces règles, quoique la question soit très controversée, doivent être également appliquées, croyons-nous, aux universalités mobilières et là encore, l'action possessoire ne se ren-

1. Aubry et Rau, t. II, § 183, p. 158. Laurent XXXII, n° 576. De Folleville, n. 75.

2. Le droit français n'a point admis, à l'égard des meubles, une action possessoire distincte de celle sur la propriété.

contre jamais ; mais, cette solution tient à des principes spéciaux, étrangers à l'article 2279 ; aussi serait-il hors de propos de les exposer ici.

Mais c'est là tout le domaine de notre règle. D'une part, elle laisse de côté tous les cas où la propriété est acquise en vertu d'un autre titre que la possession et où par conséquent l'action en revendication sera possible, sauf application de la prescription de trente ans en vertu du principe général de l'article 2262 ; d'autre part, elle est complètement étrangère aux actions personnelles dirigées contre le possesseur. Ainsi l'article 2279 ne peut être opposé à l'action paulienne qui est une action personnelle. Il n'affranchit pas le meuble des vices pouvant entraîner la nullité, la résolution, la rescision du titre en vertu duquel il a été acquis ; un acquéreur ne pourrait l'opposer à son vendeur s'il était actionné en nullité.

Signalons en terminant une application de la distinction que nous venons d'établir au cas d'aliénation de meubles frappés de dotalité (1). L'acquéreur de ces meubles ne pourra, à l'aide de l'article 2279, échapper à l'action en nullité ; il pourrait, au contraire, échapper à l'action en revendication de la femme. Mais dans quel cas s'agira-t-il d'action en revendication, dans quels cas d'action en nullité ? c'est là une

1. Guillouard, *Contrat de mariage* IV, n° 2060 et 2063.

des questions des plus difficiles du régime dotal, question dans le détail de laquelle nous ne saurions entrer et qui du reste sort absolument du cadre de notre étude.

SECTION II

Des exceptions apportées par le législateur à la règle :

« En fait de meubles possession vaut titre ».

Les motifs que nous avons précédemment assignés à la règle « en fait de meubles possession vaut titre » indiquent eux-mêmes que cette règle ne saurait être absolue et comporte certaines exceptions. Et en effet deux exceptions ont été apportées à notre règle par le Code civil, la première par l'art. 2102, n° 1 et la seconde par l'art. 2279 lui-même ; la première permet au propriétaire bailleur de faire rentrer aux mains de son débiteur les meubles dont celui-ci s'est dénanté, pour exercer sur eux son privilège ; la seconde autorise la revendication des meubles perdus ou volés. La loi du 15 Juin 1872 a étendu singulièrement cette exception relativement aux titres au porteur dont le propriétaire est dépossédé, et quelle que soit la cause de cette dépossession. L'examen de cette loi ne rentrant pas dans le cadre de ce travail, nous nous bornerons à résumer ses principales dispositions. Enfin, nous devons signaler une dernière exception éta-

blie par la loi du 12 mai 1871, relativement aux meubles saisis ou mis sous séquestre d'après les ordres du gouvernement insurrectionnel de la commune.

Avant d'étudier séparément chacune de ces exceptions, nous croyons devoir faire une observation qui leur sera commune. En considérant la règle « en fait de meubles possession vaut titre » comme un principe essentiel de notre droit civil, les atteintes portées à ce principe sont bien véritablement pour nous des exceptions que l'on doit interpréter strictivement. Certains auteurs, au contraire, considèrent la règle de l'art. 2279 comme une dérogation aux principes généraux, et voient par suite, dans les dispositions que nous regardons, comme des exceptions un retour pur et simple au droit commun. Le mode d'interprétation varie nécessairement suivant le point de vue auquel on se place. Nous écartons complètement sur les points discutés l'interprétation par analogie, pour nous en tenir à l'interprétation restrictive commandée par la nature exceptionnelle des dispositions que nous étudierons (1).

§ 1. — EXCEPTION RELATIVE AUX MEUBLES

PERDUS OU VOLÉS

Cette exception, la plus importante qui soit apportée au principe de l'article 2279, résulte de l'arti-

1. Cass. 20 mai 1835. (Dall. Prescriptions. N° 287). Laurent XXXII n° 577.

cle 2279 alinéa 2 du Code civil ainsi conçu : « Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve ; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient ». Il résulte de cette disposition que l'action en revendication est admise en matière mobilière exceptionnellement au principe de l'article 2279, le mot néanmoins par lequel l'article débute le prouve, lorsque le propriétaire a été dépossédé de sa chose par un vol, ou lorsqu'il l'a perdue ; précisons donc le sens de ces deux expressions, perte, vol, employées par la loi.

La perte peut résulter soit d'un cas fortuit, tel que l'inondation qui porte au loin les objets mobiliers, soit de la négligence du propriétaire. Il faut aussi comprendre parmi les choses perdues celles qui sont égarées par suite d'expédition à une fausse adresse (1). Le critérium exact nous semble être celui que donnent MM. Aubry et Rau, qui entendent par choses perdues : « les objets égarés par suite d'une négligence directement ou indirectement imputable à celui qui les possédait ». Quant à la détermination du sens du mot vol, elle a donné lieu, tout au moins autrefois, à des difficultés plus grandes. Aux

1. Aubry et Rau, II § 183, p. 147. En sens contraire, Van Bemmelen, p. 398.

termes de l'article 379 du Code pénal, le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Toutes les fois qu'il y a vol dans le sens de l'article 379, le propriétaire a l'action en revendication alors même qu'à raison soit de l'âge, soit de la qualité de l'auteur de la soustraction frauduleuse, le fait ne soit puni par la loi pénale, il y a vol et cela est suffisant ; ce qui le prouve, c'est que les complices et les recéleurs sont punis des peines du vol (1).

Mais, faut-il étendre à l'abus de confiance, auquel il faut assimiler la violation de dépôt, variété du même délit, la disposition de l'art. 2279 alinéa 2. Nous ne le croyons pas, car, non seulement ces délits ne rentrent pas dans la définition précise de l'art. 379 ; mais, en outre, il y a entre ces délits et le vol une différence capitale : le propriétaire, privé de sa chose par un vol, de même que celui qui l'a perdue, est dépossédé par suite d'un fait indépendant de sa volonté. Au contraire dans les autres cas, il a participé lui-même à sa dépossession, par un consentement surpris et vicié le plus souvent, il est vrai, mais qui n'en constitue pas moins une faute, et ne permet plus que de lui accorder une protection exceptionnelle. Le vice de la possession n'est plus en effet assez considérable pour que l'on doive lui sacrifier les intérêts multiples qui s'attachent

1. Aubry et Rau II, § 183, p. 145, note 10, Laurent XXXII, n° 581. De Folleville, n° 114. Baudry et Tissier, n° 900.

en principe à la protection de la possession des meubles, et que la règle formulée par le premier alinéa de l'article 2279 a pour mission de sauvegarder. La jurisprudence est presque unanime en ce sens.

On a objecté (1) que la distinction entre ces délits et le vol ne datait que du Code pénal de 1810, dès lors les législateurs de 1804, quand ils ont écrit l'article 2279 ne pouvaient soupçonner cette différence, et ils ont dû donner nécessairement au mot vol sa signification traditionnelle. Cette objection n'est pas fondée. D'une part Bourjon, au siècle dernier, faisait déjà la distinction entre le vol et l'abus de confiance, d'autre part dans l'article 1141 c'est un cas d'abus de confiance qui est visé, et la revendication est pourtant refusée. Enfin, ce n'est que très lentement et avec la plus extrême réserve que les cas d'abus de confiance se sont étendus dans notre législation; il suffit de comparer à cet égard l'art. 29 au titre II du C. p. de 1791, à l'article 408 du Code pénal dans sa première rédaction et les extensions successivement apportées par les lois des 28 avril 1832 et 13 mai 1863 (2).

1. Toullier XIV, n° 118 et 119. Lion 15 déc. 1830, S. 32, 2, 318.

2. V. dans le sens de notre opinion, Aubry et Rau § 183 note 8 et 9. Laurent XXXII, n° 594. Colmet de Santerre, VIII n° 337 bis. Baudry et Tissier n° 893. Poincaré, p. 242. Van Bemmelen p. 411. Bufnoir. *Propriété et contrat*, p. 389. Planiol. *Droit civil*, t. I, n° 1205. Cass. 23 déc. 1833. S. 65, 187, 23 fév. 1883. S. 83, 1, 353 et la note de M. Lacointa. 6 juill. 1836, S. 87, 1, 452. Cass. 25 mars 1891. D. 92, 1, 301. Cass., 2 mars 1892. D. 93, 1, 198.

La question est plus délicate en ce qui concerne l'escroquerie. On connaît la définition que l'article 405 du Code pénal donne à ce délit : « quiconque, soit en faisant usage de faux noms et de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence des fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre évènement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, etc. ». On a soutenu que ce délit était confondu avec le vol avant le code de 1810, et on objecte en outre, qu'à la différence du cas de l'abus de confiance, la victime a été trompée quand elle s'est dessaisie de l'objet. Mais nous croyons que sur ce point encore, il ne faut pas nous écarter du principe de l'interprétation purement restrictive, il faut dire en un mot avec la cour de cassation « que les exceptions sont de droit étroit, et que leur application renferme dans le sens rigoureux des termes employés par le législateur, que le vol ne peut être confondu avec l'escroquerie, vu qu'en fait d'escroquerie, l'individu escroqué a suivi la foi de celui qui l'a trompé » ; d'autant plus que l'escroquerie était déjà prévue par la loi des 19 et 22 juillet 1791, l'exposé des motifs du Code pénal de 1810 nous en fournit la preuve.

Maintenant que nous avons déterminé le domaine de l'article 2279 alinéa 2, quant aux choses auxquelles il s'applique, nous allons examiner par qui, contre qui,

et dans quel délai cette action en revendication peut être intentée, et nous étudierons ensuite ses conséquences.

L'action en revendication de l'article 2279 al. 2 est ouverte à celui qui était en possession au moment de la perte ou du vol; il n'aura d'autre preuve à fournir que celle de sa possession et cette preuve pourra être faite par témoins, ou au moyen des présomptions graves, précises et concordantes (1). « Cette proposition, disent MM. Aubry et Rau, est une conséquence directe de la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre ». On ne pourrait exiger du revendiquant une autre preuve que celle de sa possession au moment de la perte ou du vol sans se mettre en opposition avec cette maxime. C'est aussi ce qu'indique nettement le texte même de l'article 2279, qui accorde l'action en revendication à celui qui a perdu ou auquel a été volée une chose » (2). A ce point de vue, la cour de cassation a même admis que l'action en revendication pourrait être exercée dans l'intérêt du propriétaire, par un détenteur précaire, un dépositaire par exemple, à qui les meubles déposés ont été soustraits (3).

Mais en dehors de la preuve de la possession, le revendiquant doit prouver le vol ou la perte qu'il allègue ; et cette preuve peut encore être faite par témoins ou

1. Paris, 18 août 1851, S. 51, 2. 475.

2. Aubry et Rau t. II, § 183, p. 149 et note 2.

3. Cass. 28 mars 1888, S. 88. 1. 265.

même par simples présomptions, car elle est la preuve d'un simple fait matériel (1).

Il est utile de signaler ici une dérogation au principe que nous venons d'exposer, dérogation apportée par la loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique. L'article 11 de cette loi décide que « les objets classés appartenant aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics ne pourront être restaurés, réparés ou aliénés par vente, don ou échange, qu'avec l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux arts ».

Si l'aliénation a été faite en violation de l'article 11, elle sera nulle en vertu de l'article 13, et les objets qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés, pourront être revendiqués pendant un délai de trois ans conformément aux dispositions des art. 2279 et 2280. C. civ., soit par les propriétaires, soit à leur défaut, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Il y a là une extension considérable de l'art. 2279 en ce qui touche l'aliénation irrégulière, puisqu'en général la revendication n'est permise qu'au cas de perte ou de vol, et qu'on l'accorde ici pour une aliénation simplement irrégulière.

Contre qui cette action en revendication peut-elle

1. Paris, 18 août 1851 S. 51. 2.475. Laurent, t. XXXII n° 581. Baudry et Tissier, n° 887.

être intentée ? L'alinéa 2 de l'article 2279 ayant pour but de limiter l'étendue d'application du premier, l'exception qu'il contient doit évidemment se restreindre aux termes de la règle elle-même. La maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » est, nous l'avons vu, destinée à protéger les possesseurs de bonne foi ; c'est donc contre les possesseurs de bonne foi seuls que la revendication admise par l'art. 2279 alinéa 2, sera donnée pour les cas où, à raison de la perte ou du vol de la chose, la loi a cru devoir cesser la protection accordée en général à la possession des meubles. Mais en dehors du cas prévu par l'alinéa 2 de l'article 2279 il peut s'en rencontrer d'autres. Le propriétaire, victime du vol ou de la perte, peut se trouver non seulement en présence du possesseur de bonne foi, mais encore en face d'un possesseur de mauvaise foi ou du voleur, ou de l'inventeur de la chose. Examinons ces diverses situations.

Possesseur de bonne foi. — C'est la seule hypothèse, nous venons de le démontrer, prévue par l'article 2279 alinéa 2. En principe le propriétaire dessaisi est complètement désarmé contre le possesseur de bonne foi, mais la loi, croyant devoir atténuer ses rigueurs, en cas de perte ou de vol, a permis la revendication pendant trois ans. Mais cette action disparaît avec la possession même de la chose, et l'aliénation faite par le possesseur entraîne la perte de la revendication contre lui.

Si, néanmoins, il y a faute ou imprudence constatée à la charge de ce dernier, il pourrait y avoir contre lui une action en dommages-intérêts fondée sur l'article 1382.

Possesseur de mauvaise foi, voleur ou inventeur de la chose. Si le propriétaire venait réclamer le meuble, contre le possesseur de mauvaise foi, l'inventeur ou le voleur, notre article n'aurait pas d'application, et c'est des principes généraux que nous avons posés sur la portée et les conditions d'application de la règle « en fait de meubles possession vaut titre » que nous devons tirer les solutions à donner. Les solutions seront bien différentes, suivant que l'acquéreur, possesseur de mauvaise foi, voleur, inventeur, possède encore la chose ou a cessé de la posséder. S'il possède la chose, il sera soumis pendant 30 ans, qui courront dès son entrée en possession, à l'action en revendication du propriétaire, et en outre, tenu s'il y a lieu, à des dommages-intérêts fondés sur l'article 1382. C'est, du reste, le droit commun ; il faut, pour l'acquisition de la propriété mobilière comme pour celle de la propriété immobilière, une usucapion trentenaire. Vainement on soutient que l'action civile contre le voleur, donc l'action en revendication aussi, doit s'éteindre en même temps que l'action publique. L'article 2 du Code d'Instruction criminelle qu'on invoque, ne vise en effet que l'action en dommages-intérêts. Si, au contraire, l'acquéreur ne possède plus, il ne

peut être question d'action en revendication ; et le propriétaire dessaisi n'aura que l'action personnelle en dommages-intérêts. Mais ici une distinction doit être faite entre le possesseur de mauvaise foi, et le voleur ou l'inventeur. Tous sont tenus de réparer le préjudice par eux causé au propriétaire ; mais tandis que le premier ne sera libéré de cette obligation que par l'expiration du délai de trente ans à partir du délit civil qu'il a commis, les autres seront libérés après dix ou trois ans suivant qu'il s'agit d'un vol qualifié ou d'un vol simple ; l'article 2 du code d'Instruction criminelle décidant en effet que l'action civile est prescrite en même temps que l'action publique.

On objecte (1) que cette distinction aboutit à une conséquence inacceptable : car elle permet de traiter le voleur beaucoup mieux qu'un possesseur de mauvaise foi quelconque contre lequel l'action personnelle existe certainement pendant trente ans. Mais l'opinion qui repousse toute différence, si elle permet de ne pas traiter le voleur beaucoup plus favorablement que le simple possesseur de mauvaise foi, s'écarte singulièrement du principe essentiel formulé par l'article 2 du code d'instruction criminelle et nous ne croyons pas devoir l'adopter.

Ajoutons du reste qu'en pratique, la distinction proposée, peut être annihilée, puisqu'il suffit au deman-

1. De Folleville, n° 120. Faustin-Hélie. *Instr. crim.*, t. III p. 792.

deur, pour pouvoir agir pendant trente ans, de fonder son action sur la mauvaise foi du voleur et de laisser de côté le fait délictueux.

Les auteurs (1) qui décident que le possesseur, même de mauvaise foi, est protégé par la maxime : « en fait de meubles possession vaut titre » soutiennent qu'après trois années écoulées la revendication ne pourra plus être intentée contre le possesseur de mauvaise foi. Après l'expiration de ce délai, disent-ils, la maxime reprend son empire et la seule action personnelle, reste ouverte pendant trente ans ou pendant dix ou trois ans suivant que l'on admet ou non l'application de l'article 2 du Code d'instruction criminelle. Mais nous avons déjà établi que l'art. 2279 ne s'applique qu'au possesseur de bonne foi, nous sommes ici en dehors de l'hypothèse qu'il prévoit ; la revendication ne peut donc s'éteindre que par la possession de trente ans.

Nous avons déjà vu que c'est pendant trois ans, à compter de la perte ou du vol que la revendication est exceptionnellement admise. Après l'expiration de ce délai, la revendication échouera contre un possesseur de bonne foi et cela, quelle que soit la durée de la possession du détenteur actuel ; ne possédât-il que depuis un jour, il peut invoquer la maxime : « En

1. Poincaré, *op. cit.*, 246. Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 401 et 414.

fait de meubles possession vaut titre », s'il s'est écoulé plus de trois ans depuis la perte ou le vol. Cela prouve que la fin de non recevoir que l'article 2279 alinéa 2 permet d'opposer après trois ans au propriétaire victime du vol ou de la perte, n'est pas le résultat d'une prescription acquisitive, car la prescription acquisitive exige une possession continue pendant le délai requis pour prescrire. Mais quelle est la nature de ce délai de trois ans. Faut-il dire qu'il s'agit d'une prescription extinctive ou que notre article consacre une simple déchéance résultant de la seule expiration du délai préfixe établi par la loi. L'opinion générale à laquelle nous nous rangeons, s'est formée dans ce dernier sens ; l'article 2279 alinéa 2, dit-on, n'est pas basé sur une présomption de négligence, on ne s'inquiète pas de savoir si le propriétaire dépossédé a ou non fait les diligences pour reprendre sa chose ; la loi n'a fait ici que retarder seulement l'application de la règle ordinaire ; après trois ans on applique la règle : « en fait de meubles possession vaut titre ».

Il faut d'ailleurs avouer que les intérêts pratiques de la distinction entre la prescription libératoire et la déchéance n'ont qu'une portée assez secondaire, car, si l'on admet que cette déchéance, peut être opposée même à un propriétaire mineur ou interdit, la même solution s'impose si on considère le délai de trois ans comme une prescription extinctive, puisque l'article 2278 fait courir contre eux les courtes prescriptions.

Cependant il en serait autrement pour la femme mariée qui aurait contre son mari l'action en revendication de l'art. 2279. En effet l'art. 2253 qui décide que la prescription ne court pas entre époux ne saurait être étendue à la déchéance qui résulte dès l'expiration du délai de trois ans.

Enfin, l'intérêt le plus important peut-être, mais également contesté, consiste dans le devoir imposé au juge de suppléer d'office la déchéance, tandis que l'exception tirée de la prescription doit être opposée par la partie qui veut s'en prévaloir.

L'action en revendication ainsi intentée, contre le possesseur de bonne foi réussira, et le propriétaire pourra recouvrer sa chose sans être tenu à aucune indemnité envers l'autre partie ; mais le possesseur du meuble ainsi évincé, pourra recourir contre celui de qui il tient la chose perdue ou volée et son recours résulte du contrat et de l'obligation de garantie qui en dérive en cas d'éviction. « Exceptionnellement cependant, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier, il pourra arriver que le fait du possesseur rende son recours irrecevable ; il en sera ainsi quand il aura laissé arriver les choses à un point tel que, par sa faute, son vendeur ne pourra lui-même exercer les recours qui l'auraient à son tour indemnisé (1). »

1. Baudry et Tissier n° 892. En ce sens Laurent XXXII n° 586 et la déc. de la Cour de Cass., 5 mars 1874. S. 75. 1. 49 et la note de M. Labbé.

§ II. — EXCEPTION CONSACRÉE PAR LA LOI

DES 12-19 MAI 1879.

Cette loi, votée au lendemain des événements de 1871, destinée à prévenir les effets des actes commis par le gouvernement insurrectionnel de la commune contient cinq articles, dont les trois derniers sont des dispositions pénales.

L'art. 1^{er} de cette loi est ainsi conçu : « Sont déclarés inaliénables jusqu'à leur retour aux mains du propriétaire tous biens meubles et immeubles de l'État, du département de la Seine, de la Ville de Paris et des communes suburbaines, des établissements publics, des églises, des fabriques, des sociétés civiles, commerciales ou savantes, des corporations, des communautés, des particuliers, qui auraient été soustraits, saisis, mis sous séquestre ou détenus d'une manière quelconque, depuis le 18 mars 1871 au nom ou par les ordres d'un prétendu comité central, comité de salut public, d'une soi-disant commune de Paris ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par leurs agents, par toute personne s'autorisant de ces ordres ou par tout individu ayant agi, même sans ordres à la faveur de la sédition ».

Pour sanctionner cette inaliénabilité, l'article 2 de la

loi ajoute « les aliénations frappées de nullité par l'article premier, ne pourront, pour les immeubles, servir de base à la prescription de dix ou vingt ans, et pour les meubles, donner lieu à l'application des articles 2279 et 2280 du Code civil. Les biens aliénés en violation de la présente loi pourront être revendiqués, sans aucune condition d'indemnité, et contre tous détenteurs, pendant 30 ans à partir de la cessation officiellement constatée de l'insurrection de Paris ».

M. Bertauld, député du Calvados, précisait ainsi dans son rapport le sens et la portée des textes que nous venons de reproduire. « Les aliénations mobilières ne seront pas, disait-il, protégées par les articles 2279 et 2280. Le donataire et l'acheteur ne pourront pas se prévaloir de ce qu'il ne serait pas juridiquement démontré qu'ils ont connu la provenance de l'objet donné ou acheté, pour repousser d'une manière absolue, par une prescription de trois ans, la revendication du propriétaire, ou pour soumettre cette revendication, quand elle serait faite avant le laps de trois ans, à la condition qu'ils recevraient le prix par eux payé. L'action en revendication menacera les spoliateurs et leurs représentants pendant une période de trente ans, que les causes d'interruption et de suspension de droit commun pourront prolonger encore. Pourquoi en effet, garantir des négociations si peu dignes de faveur et à vrai dire si suspectes contre les raisons d'alarme qui doivent les décourager? Vainement objec-

terait-on que le commerce et spécialement le commerce des objets d'art souffrira de ces suspicions et des précautions qu'ils entraîneront. L'objection s'adresserait au principe même de la loi et non pas seulement à une de ses dispositions. L'acheteur honnête qui voudra traiter en sécurité ne traitera qu'avec des vendeurs dont la moralité ou la solvabilité le rassurera (1). »

En résumé, les dérogations que cette loi apporte au principe de la non revendication des meubles sont au nombre de trois. En premier lieu, le délai de la revendication est porté à trente ans, et c'est un délai de prescription soumis aux règles de l'interruption et de la suspension. En second lieu le point de départ est modifié : ce n'est pas à partir de la soustraction que pourront courir les trente années, c'est seulement à compter de la cessation de l'insurrection, fixée au 5 juin 1871, par un avis inséré le 8 juillet 1871 au *Journal officiel*. Enfin la restitution des biens soustraits devra être opérée « sans aucune condition d'indemnité » (art. 12).

§ III. — EXCEPTION RÉSULTANT DE LA LOI DU 15 JUIN 1872
RELATIVE AUX TITRES AU PORTEUR.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici un examen détaillé de cette loi ; nous nous contenterons d'indiquer

1. *Journal officiel*. 16 mai 1871, D. 71. 4. 52. De Folleville
op. cit. n° 82 bis.

les principes généraux qui lui servent de base, et les dérogations qu'elle apporte aux règles que nous avons déjà étudiées.

Le propriétaire de titres au porteur ne trouvait dans les dispositions du Code civil qu'une protection généralement insuffisante. D'une part contre le possesseur de bonne foi la revendication ne pouvait avoir lieu que pendant trois ans et cela seulement en cas de perte ou de vol du titre ; d'autre part, le porteur actuel ayant le plus souvent acheté son titre à la Bourse ou chez un agent de change, aura droit à l'indemnité accordée par l'article 2280 ; dans ce dernier cas le propriétaire dépossédé n'avait d'autre ressource que de faire, soit au syndicat des agents de change, soit aux agents individuellement, opposition à la négociation du titre. Cette opposition affichée à la Bourse, rendait responsable envers le propriétaire l'agent de change, qui avait négocié le titre. Mais cela n'était possible que pour les négociations faites à la Bourse : en outre la responsabilité de l'agent de change étant susceptible d'être diversement appréciée selon les circonstances, on ne pouvait, au milieu de toutes ces décisions d'espèces, découvrir aucune règle fixe et précise servant de guide à l'officier ministériel (1).

Vis-à-vis des établissements débiteur du titre perdu ou volé, le propriétaire dépossédé ne trouve pas dans

1. Cass. 5 déc. 1876-77, 1201 et la note de M. Bourguignat.

le droit commun des moyens efficaces lui permettant d'empêcher le paiement aux mains du porteur du titre, de contraindre ce débiteur à retenir le titre au cas où il lui serait présenté, enfin de pouvoir lui-même, à défaut de présentation et si le titre n'est pas retrouvé toucher les dividendes ou intérêts et le capital de son titre. Mais, même avant la loi de 1872, la jurisprudence était intervenue pour protéger le propriétaire du titre à l'égard de la compagnie. Elle admettait qu'il pouvait signifier une opposition entre les mains de la société débitrice, cette opposition avait pour effet de sauvegarder les droits du propriétaire dépossédé, car tout paiement d'intérêts, délivrance de feuille de coupons ou remboursement de capital, faits au mépris de cette opposition, demeuraient nuls, à moins que l'émettant ne pût démontrer qu'en fait l'opposant était sans droit. Il fut ensuite admis que le propriétaire dépossédé pourrait toucher les coupons cinq ans après leur échéance et qu'un jugement pourrait obliger les compagnies, dans ce but, à déposer les intérêts à la caisse des dépôts et consignations au fur et à mesure de leur échéance. Après ce délai, la société n'avait pas à craindre les réclamations d'un tiers possesseur de bonne foi auquel elle eût dû payer une seconde fois car, si ces réclamations s'étaient produites, elle était protégée par la prescription de l'article 2277, Code. civil. On décida encore que le capital devait être déposé de la même manière, et payé à l'opposant

30 ans après son échéance ; après ce délai la société était protégée contre les réclamations d'un tiers possesseur (2261. C. c.).

Mais aucun duplicata du titre ne pouvait être délivré au propriétaire, car, si la société en avait délivré un, elle eût pu se trouver en présence à la fois du porteur du titre nouveau et d'un porteur de bonne foi du titre ancien (1).

La loi de 1872 (2) a eu pour but d'améliorer la situation du porteur dépossédé aussi bien à l'égard de la société qu'à celui du tiers détenteur du titre. L'article 16, de cette loi qui énumère les titres auxquels elle s'applique, exclut de son domaine les billets de banque, disposition superflue, car les billets de banque ne sont pas des titres au porteur ; la différence essentielle qui les sépare de ces derniers est que, sauf les cas où il y a cours forcé, ils sont immédiatement exigibles. D'autre part, la loi est également inapplicable aux titres de rente sur l'Etat au porteur : ils sont insaisissables, aucune opposition ne peut être faite en ce qui les concerne entre les mains des comptables du Trésor pour empêcher le paiement des arrérages. Le système de la loi de 1872 est donc incompatible avec leur nature même.

1. Vahl. *Titres au porteur*, n° 1257 et Sq.

2. Les dispositions de cette loi furent complétées par le règlement d'administration publique du 10 avril 1873 et étendues aux colonies par la loi du 8 avril 1880.

Voilà les formalités que la loi nouvelle impose à celui qui prétend avoir été dépossédé d'un titre au porteur : il doit faire signifier par huissier deux oppositions : l'une à l'établissement débiteur, afin d'empêcher qu'il ne paie à un tiers porteur, les intérêts et dividendes ou le capital devenu exigible, sous peine de s'exposer à payer deux fois, et de faire courir les délais à l'expiration desquels l'opposant rentrera dans la jouissance de ses droits ; l'autre, au syndic des agents de change de Paris, afin d'empêcher la négociation des titres (art. 2). Les actes d'opposition doivent contenir : 1° L'indication du nombre, de la nature, de la valeur nominale, des numéros et, s'il y a lieu de la série des titres (art. 1) ; 2° l'époque et le lieu où il est devenu propriétaire, ainsi que le mode de son acquisition ; 3° l'époque et le lieu où il a reçu les derniers intérêts ou dividendes ; 4° les circonstances qui ont accompagné sa dépossession. Les oppositions, si elles ne sont pas faites par ministère d'huissier, ou si elles ne contiennent pas les indications requises par le premier paragraphe de notre article sont nulles. En outre, l'acte d'opposition signifié au syndicat des agents de change de Paris doit contenir réquisition de faire publier les numéros des titres perdus (art. 11). Cette publication a lieu un jour franc au plus tard par les soins et sous la responsabilité du syndicat des agents de change de Paris, dans le *Bulletin Officiel*, créé par la loi. Si l'opposition ainsi formée n'est pas contredite par un

tiers possesseur du titre qui prétendrait en être légitime propriétaire, il n'y a plus qu'à régler les rapports de celui qui allègue avoir été dépossédé avec la société débitrice ; si, au contraire, il y a contradiction, alors la question de propriété des titres est résolue judiciairement. Il a été jugé que la contradiction résulte suffisamment de la présentation des coupons de titres perdus. Dans ce cas, la compagnie est tenue d'avertir l'opposant par lettre chargée et elle cesse les paiements jusqu'après décision définitive (art. 10).

Lorsque personne ne contredit à l'opposition et n'en demande la mainlevée, l'opposant peut rentrer, après certains délais déterminés par l'article 3 de la loi, dans la jouissance de son droit, par une autorisation accordée par le président du Tribunal civil du lieu du domicile.

Enfin, 10 ans après cette autorisation, délai pendant lequel l'opposition aura été publiée, personne ne s'étant présenté pour toucher le paiement des intérêts ou dividendes, l'opposant pourra obtenir un duplicata de son titre. C'est par l'accomplissement de ces diverses formalités auxquelles il convient d'ajouter l'obligation pour les agents de change, de noter sur leurs livres les numéros des titres qu'ils achètent ou qu'ils vendent, ce qui permet de suivre la trace des titres, (art. 12) que l'opposant arrive à sauvegarder sa propriété.

Dès que le bulletin est parvenu ou a pu parvenir dans

une localité, toute négociation du titre est prohibée et le titre devient intransmissible ; et c'est à partir de ce moment que les effets spéciaux de la loi de 1872 se produisent et qu'on sort du domaine de l'article 2279. Mais, avant le délai de l'article 12, le titre n'est pas intransmissible, les négociations faites restent sous l'empire du droit commun (art. 4) et on applique les art. 2279 et 2280. Code civ. — Si, au contraire, la négociation est postérieure, alors elle est considérée comme non avenue à l'égard du porteur dépossédé (art. 12). L'opposant peut ainsi revendiquer son titre contre le possesseur actuel pendant 30 ans, et il n'a pas à restituer au tiers acquéreur évincé le prix de la négociation, quel que soit le lieu où il ait fait l'acquisition du titre.

La loi de 1872 déroge encore aux règles que nous avons étudiées, car elles s'applique à tous les cas où le propriétaire du titre en a été dépossédé par quelque cause que ce soit ; les termes fort larges de l'art. 1^{er} ne laissent point de doute à cet égard. Le bénéfice de la loi pourra donc être invoqué non seulement en cas de perte ou de vol, mais également en cas d'escroquerie ou d'abus de confiance. Il n'est pas douteux, cependant, et cela résulte nettement des travaux préparatoires (1) qu'en

1. En effet M. de Marcère avait soumis à l'Assemblée Nationale un amendement ainsi conçu « dans le cas où le propriétaire de valeurs mobilières fournirait la preuve que ses titres ont péri dans un sinistre, il peut toujours réclamer de la compagnie ou de l'établissement débiteur un titre nouveau ou duplicata. S'il y a con-

cas de destruction d'un titre au porteur, sans avoir besoin de remplir les formalités et conditions prescrites par la loi de 1872, le propriétaire pouvait, en prouvant le fait de la destruction, se faire délivrer immédiatement un titre nouveau et exercer tous les droits attachés à l'ancien titre. Cette preuve peut se faire par tous les moyens (1342, 4° C. civ.), mais elle est difficile par cela même que le propriétaire doit établir qu'un titre portant tels numéros a été détruit.

Examinons maintenant une dernière hypothèse. Supposons que l'acquisition personnelle du possesseur soit postérieure à la publication ; mais que ce tiers ait reçu le titre d'un premier auteur qu'il avait, de son côté, personnellement acquit avant la publication. En ce cas, le détenteur actuel va-t-il succomber dans l'action en revendication ? En d'autres termes, lui appliquera-t-on la loi de 1872, ou au contraire le droit commun contenu dans l'article 2279. Nous pensons que cette dernière opinion doit être adoptée ; en effet le possesseur actuel appellerait en cause son vendeur, qui opposerait l'exception et qui échapperait aux poursuites. Le posses-

testation, les tribunaux peuvent ordonner la délivrance du nouveau titre ». Mais cet amendement a été retiré par son auteur sur l'observation du rapporteur, qu'il avait été pourvu à la situation par le dernier alinéa de l'article 1348, et que dans les cas où la destruction du titre par suite d'un sinistre serait démontrée d'une manière irréfutable, la compagnie serait tenue de remettre un duplicata produisant tous les effets du titre original.

seur actuel exerce les droits de son auteur et l'on évite ainsi un inutile circuit d'actions. Cette opinion du reste nous la trouvons indiquée dans le rapport de M. Grivart sur la loi de 1872 : « Le tiers porteur, sera bien entendu fondé à exercer tous les droits de son cédant, et si ce dernier, tiers acquéreur lui-même, avait acheté les titres avant la publication de l'opposition, son cessionnaire, bien que n'ayant traité qu'à une époque où l'opposition pouvait être connue, n'en sera pas moins recevable à combattre l'action du revendiquant au même titre que son vendeur l'aurait été lui-même (1).

§ IV.— EXCEPTION RÉSULTANT DU DROIT DE REVENDICATION
ACCORDÉ AU BAILLEUR PAR L'ARTICLE 2102.

Les privilèges sur les meubles n'engendrent, en principe, au profit du créancier, qu'un droit de préférence ; si la chose sur laquelle porte son privilège sort des mains du débiteur, le privilège n'a plus aucune utilité, puisqu'aucune action n'est donnée contre le tiers détenteur. L'absence du droit de suite pour les privilèges mobiliers tient, non pas à la nature du droit considéré en lui-même, mais à la règle : « en fait de meubles possession vaut titre » (art 2279. C. c.), qui ne permet pas, nous l'avons déjà dit, d'inquiéter le possesseur de bonne foi d'un objet mobilier. Mais, à ce principe comme à celui de l'article 2279, il y a des exceptions. C'est l'article 2162 C. civ. n° 1 der-

nier alinéa qui consacre une exception au profit du bailleur d'immeubles. Cet article est ainsi conçu : « Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison ». Cette action réelle que la loi accorde au bailleur, quand les meubles garnissant la maison ou la ferme ont été déplacés sans son consentement, est à tort appelée action en revendication, car le bailleur n'est pas propriétaire de ces meubles.

L'origine de cette action, nous la trouvons dans les actions serviennes et quasi-serviennes du droit romain ; grâce à ces actions, le locateur pouvait poursuivre les meubles affectés, à titre de gage par le locataire, *quæ pignoris jure pro mercedibus fundi tenentur* (1) et cela contre tout tiers détenteur. Le bailleur avait en effet sur ces meubles, une hypothèque tacite qui lui donnait un droit de suite.

Dans les pays de droit écrit ont suivi, les règles du droit romain, dans les pays de coutume, où l'on admettait en général le principe « que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque » il eut été rationnel de

1. § 7 Instit. De action (iv. 6).

refuser toute action au bailleur, lorsque les meubles formant son gage avaient été déplacés. Mais la faveur exceptionnelle qui s'attacha à la créance du bailleur fit admettre une exception, et organiser à son profit un droit de suite restreint dans sa durée. « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque, disait la coutume d'Auxerre, si ce n'est pas pour louage des maisons » (1).

Joly, commentant l'article 171 de la coutume de Paris, qui reconnaissait ce droit de suite au profit du bailleur, l'explique de la manière suivante : « La disposition de l'article 171 est fondée sur deux raisons. La première que les meubles d'un locataire sont tellement affectés au paiement des loyers qu'il ne les peut transporter ailleurs sans le congé et la permission du propriétaire, sous le pouvoir duquel ils sont, et la seconde s'il les transporte à son insu, il commet un larcin » (2).

C'est cette seconde idée qui est peut-être la base logique de ce droit de suite accordé au bailleur ; mais ce droit n'en était pas moins un droit exceptionnel, puisqu'il n'était pas donné à tout créancier gagiste, qui aurait pu également se plaindre du détournement de la possession commis à son préjudice, mais c'était

1. Tit. V. art 129.

2. Ferrière. *Compil. de tous les comment. sur la cout. de Paris*, art. 171. Glosse II n° 12.

seulement au bailleur ; ajoutons encore que ce droit de suite ne pouvait être exercé que pendant un délai très court ; ce délai, la coutume d'Orléans le fixe à « huit jours pour les maisons de ville et quarante jours pour les métairies » (1).

Les jurisconsultes coutumiers, discutaient la question de savoir si ce droit de suite du bailleur pouvait être exercé contre un acquéreur de bonne foi et Bacquet (2) Brodeau (3) Ferrière (4) décidaient que le bailleur n'avait pas d'action, si les meubles garnissant le bien loué étaient achetés par un tiers de bonne foi. C'est l'opinion contraire qui a triomphé ; déjà Dumoulin l'adoptait et décidait que le bailleur pouvait agir « *etiam emptoribus bonæ fidei, modo inter brevet empus* » (sur l'article 125 de la coutume de Bourbonnais) et Pothier atteste lui aussi que tel est l'usage. C'est cette doctrine qui a passé dans l'article 2102 n° 1, alinéa dernier, que nous venons de citer.

Nous ne croyons pas que cette solution soit en contradiction avec les principes généraux de notre droit ; nous voyons ici une exception à la règle en « fait de

1. *Introduction à la coutume d'Orléans*, Pothier, n° 49.

2. Des droits de justice, Chap. XXI, n° 279.

3. Coutume de Paris, art. 171, n° 1.

4. Comp. de tous les comment. sur la coutume de Paris, art. 171 n° 1 2.

meubles possession vaut titre » exception qui du reste n'est que l'application à notre matière de l'article 2279 alinéa 2. En effet cet article admet, nous l'avons vu, la revendication au profit du propriétaire dépossédé. Or, il s'agit ici des meubles détournés sans le consentement du propriétaire, l'article 2102 le dit ; ce détournement, lui, ne constitue pas un vol, au sens de l'art. 397 du Code pénal, car il n'y a pas soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, commise par le locataire, ces biens lui appartenant ; mais on peut dire qu'il y a de sa part une sorte de vol de gage, ce qu'on appelait à Rome *furtum pignoris*, et qu'en étendant ici le sens du mot vol, considérant que, en tant que choses objet du gage, les meubles garnissant appartiennent dans une certaine mesure au bailleur, le législateur a appliqué simplement la théorie des meubles volés, en permettant à ce dernier de les suivre entre les mains des tiers. Cette explication est du reste conforme à l'article 2102, qui décide que le bailleur cessera de pouvoir exercer la revendication s'il a consenti, expressément ou tacitement à l'enlèvement des meubles du preneur. L'article 2102, n° 1 dernier alinéa, nous apparaît donc comme une application un peu extensive, il est vrai, de l'article 2279 alinéa 2, fondée sur l'idée de vol. Mais il faut remarquer que la revendication du bailleur doit être, à la différence de celle du propriétaire, opérée dans un bref délai, à partir du jour de l'enlèvement ; quinze jours, s'il s'agit du mobilier garnissant

une maison et quarante jours s'il s'agit du mobilier garnissant une ferme. L'intérêt de la libre circulation des biens explique la brièveté de ces délais. Ce temps une fois expiré, l'action ne serait plus recevable, pourvu cependant que le tiers possesseur fût de bonne foi; car vis-à-vis des tiers acquéreurs de mauvaise foi, le locateur dépossédé pourrait agir pendant trente ans (art. 2262). Quant à la différence du délai de la revendication, suivant qu'il s'agit du mobilier d'une ferme ou d'une maison, elle s'explique, parce que le propriétaire de la ferme, n'étant pas, dans la plupart des cas, sur les lieux, ne sera pas informé immédiatement de l'enlèvement, et qu'il lui faut un temps plus long pour agir.

Mais nous n'admettons pas d'autres restrictions à cette faculté accordée au bailleur d'intenter la revendication. On ne saurait, par exemple, appliquer ici l'article 1752 du code civil et décider que le bailleur ne pourra exercer la revendication sur les meubles déplacés, lorsqu'il en reste une quantité suffisante pour garnir les lieux loués. En effet, l'article 2102 ne fait aucune distinction, la revendication, complément du privilège, s'applique à tous les meubles compris dans le privilège; or, le privilège s'étend à tous les meubles garnissant la maison louée ou la ferme, donc aussi le droit de revendication; ajoutons encore que l'article 1752 est étranger à notre matière car il prévoit l'hypothèse du locataire qui, entrant en possession des

lieux loués, ne les garnit pas des meubles suffisants (1).

Nous avons admis comme fondement de cette action réelle que la loi accorde au bailleur une idée de vol de gage ; donc toutes les fois qu'il s'agira d'un privilège sur les meubles, basé sur une constitution de gage, soit tacite, soit expresse, nous devons appliquer la même théorie ; et comme la loi ne parle d'aucun délai, nous considérons l'action ouverte pendant le délai ordinaire, c'est-à-dire pendant trois ans. Par conséquent, le créancier gagiste, l'aubergiste et le voiturier, sion admet que le privilège du voiturier a pour fondement une constitution tacite de gage, auront le droit de revendiquer leurs gages entre les mains du possesseur de bonne foi, toutes les fois que la dépossession était le résultat d'une perte ou d'un vol. Cette théorie qui est, du reste, conforme à l'article 2279, alinéa 2, qui accorde le droit de revendication, à « celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose », termes assez larges, pour comprendre non seulement le propriétaire mais en outre le créancier gagiste, est en même temps commandée par les motifs même qui justifient l'article 2102 n° 1 alinéa dernier. En effet, si l'on admet que dans un cas déterminé où il y a privilège basé sur

1. La jurisprudence qui avait d'abord admis cette solution, semble aujourd'hui fixée en sens contraire. Lyon, 28 mai 1891. D. 93. 2. 240. Trib. civ. de Rennes, 9 déc. 1892. D. 95. 2. 497, et Besançon 21 mai 97. D. 98. 2. 127.

une constitution tacite de gage, le législateur a accordé la revendication, à plus forte raison ce droit de revendication doit être accordé au créancier gagiste qui peut invoquer une constitution expresse; et l'on ne voit aucun motif pour distinguer entre les divers privilèges où il n'y a qu'un gage tacitement constitué.

Cette différence aurait sa raison d'être si le droit de revendication du bail accordé au bailleur, n'était qu'une mesure de protection exorbitante, qui ne trouverait aucune justification dans les principes généraux; mais, dès qu'on ne voit là qu'une application de la revendication des choses volées, la solution extensive s'impose d'elle-même. Cette solution s'explique facilement en ce qui touche le créancier gagiste, il est vrai qu'en lui accordant la revendication pendant trois ans, on le traite plus favorablement que le locateur, mais cette différence peut se justifier par la considération qu'il existe une constitution expresse de gage au profit du créancier gagiste, tandis qu'il n'existe qu'une constitution tacite au profit du locateur.

En absence de textes analogues à l'article 2102, nous sommes obligés d'accorder l'action en revendication pendant trois ans, à l'aubergiste, qui, lui aussi, n'a qu'un droit fondé sur une constitution tacite de gage. Cette différence est difficile à expliquer, mais l'absence de texte restrictif, et le fondement que nous avons attribué à son privilège, nous obligent à leur reconnaître ce

droit de suite pendant trois ans. Cette doctrine doit être croyons-nous, admise d'autant plus qu'elle favorise, sans violer aucun principe, des créanciers privilégiés dignes d'intérêt.

§ V. — TEMPÉRAMEMENTS APPORTÉS PAR LA LOI AUX EXCEPTIONS A LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ».

En général le propriétaire qui revendique sa chose volée ou perdue, entre les mains d'un tiers acquéreur, la reprend sans être obligé de lui rembourser le prix qu'il l'a payée, et le tiers évincé a pour unique ressource de se retourner contre le voleur ou l'inventeur qui lui a livré la chose d'autrui.

Pour justifier cette solution rigoureuse on a fait remarquer que le propriétaire victime d'un vol ou d'une perte n'a d'ailleurs commis aucune faute ; tandis que l'acquéreur est fautif, de ne pas s'être enquis de la condition et de la moralité du vendeur, il achète le plus souvent la chose au-dessous de sa valeur. (1)

Il n'en est plus ainsi si cet acquéreur a acheté la chose dans une foire, un marché ou une vente publique ou chez un marchand vendant des choses pareilles. Dans ces cas il était bien difficile au possesseur de

1. Murlon, t. III. n° 2000. Laurent XXXII, n. 587 Baudry et Tissier n. 902.

soupçonner au moment de son acquisition le vice dont la chose était atteinte; la bonne foi de l'acquéreur devient tellement éclatante, son erreur si légitime, que c'est déjà beaucoup que la revendication soit autorisée contre lui, même sous l'obligation de rembourser le prix payé, ce qui pourra avoir pour résultat de lui faire perdre le bénéfice d'un bon marché (1).

Ce tempérament, nous l'avons vu dans notre étude historique, avait déjà été imaginé par de très anciens auteurs : Beaumanoir, généralisant une règle posée dans les établissements de Saint-Louis, accorde le remboursement du prix au tiers acquéreur si la vente a eu lieu en foire ou au marché. Pothier ne l'admet pas (2). Quant à Bourjon, il n'en parle pas, mais nous savons que dans notre hypothèse il refusait la revendication. La loi du 28 septembre et 6 octobre 1791, avait sanctionné ce même principe en décidant, dans son article 11, que « celui qui achètera des bestiaux hors des foires et marchés sera tenu de les restituer gratuitement au propriétaire dans l'état où ils se trouveront, dans les cas où ils auraient été volés ». Le législateur de 1804

1. M. Laurent voit dans cette exception une réminiscence traditionnelle : « jadis, dit-il, les transactions mobilières se faisaient dans les foires et les marchés, ou avec des marchands ambulants ; il fallait donner pleine sécurité aux acheteurs, sinon, tout commerce eut été impossible ; et la société pouvait-elle exister sans commerce ».

2. *Traité des cheptels*, § 40, 51.

s'est conformé à la tradition ; il a seulement assimilé aux ventes faites dans les foires et marchés, les ventes publiques et les ventes faites par des marchands vendant des choses pareilles. Dans ces circonstances le possesseur sera indemnisé. Le revendiquant doit lui rembourser le prix d'achat, les frais et loyaux coûts, les dépenses nécessaires, les dépenses utiles jusqu'à la concurrence de la plus-value (Arg. de l'art. 1634 Code civ.) (1), mais il ne doit pas les intérêts de ces diverses sommes, le possesseur ayant eu la jouissance de la chose dans l'intervalle qui s'est écoulé entre son acquisition et le jour de la revendication.

Nous avons, jusqu'à présent parlé du cas où le tiers détenteur évincé a directement acheté la chose perdue ou volée dans un marché. Remarquons que tout ce que nous avons dit est encore vrai et doit aussi être appliqué au cas où le possesseur aurait acheté la chose dans des circonstances autres, mais d'un auteur qui l'avait acquise en vente publique, dans les circonstances voulues par l'art. 2280 ; et en effet, si le revendiquant refusait de rembourser le prix au détenteur actuel, prétendant que ce dernier, ayant acheté dans une vente privée, ne se trouvait pas dans les termes de l'art. 2280, le tiers acqué-

1. Paris, 10 mai 1858, D. 58, 2, 217. Ortlieb n° 63. Poincaré p. 258, de Folleville n° 127.

reur évincé, appellerait en garantie son auteur, obligé de le défendre et de le couvrir. Mais le propriétaire ne devra jamais que le plus faible des deux prix de vente. Si le prix de la deuxième acquisition est le moins fort, le propriétaire devra ce prix au possesseur qui sera ainsi indemnisé ; si, au contraire, il est plus fort, le revendiquant ne payera que le prix de la première acquisition au possesseur, car celui-ci agit du chef de son auteur et ne peut, par conséquent avoir plus de droits que lui.

Notons, d'ailleurs, que ce propriétaire revendiquant aura une action en répétition du prix par lui remboursé contre le voleur ou contre l'inventeur, ou contre les acquéreurs intermédiaires de mauvaise foi, ou contre le dernier vendeur, qui, lors de son achat, ne se trouvait pas dans les conditions voulues par l'art. 2280, et qui l'avait ensuite revendu dans les conditions de cet article. En effet, ce vendeur, si la revendication s'était produite plus vite, aurait été obligé de rendre la chose sans pouvoir réclamer le prix (2279 al. 2). Comment pourrait-il, en vendant la chose dans un marché public ou à un marchand faisant le commerce des choses de cette nature, améliorer sa position et empirer celle du possesseur dépouillé autorisé à la revendiquer (1).

1. Aubry et Rau. II § 183. p. 150 n° 15. Troplong n° 1072, Marcadé sur l'art. 2279 et 2280 n° 5 Paris 1839. 9 déc. S. 40. 2. 113. Aix 17 mai 1859. S. 59. 2. 624.

Il avait, du reste, un recours en garantie contre le vendeur originaire, en vertu de l'article 2279 al. II.

Quoi qu'il en soit, l'article 2280 se rattache à l'art. 2279, al. II. Son champ d'application est donc le même que celui de cet article. On ne peut donc l'invoquer qu'en ce qui touche les choses pour lesquelles l'article 2279 alinéa 1 est le principe, et qui ne peuvent être revendiquées que dans les cas spéciaux de l'art. 2279, alinéa 2, mais on peut l'invoquer pour tous les cas où cette article est applicable.

Reprenons ces deux idées. La première nous conduit à décider, en l'absence d'une disposition expresse en sens contraire de la loi du 30 mars 1887, que la revendication des meubles faisant partie du domaine public, et comme tels inaliénables et imprescriptibles, n'est pas soumise à la condition du remboursement imposée par l'article 2280. Sans doute, cette extension serait rationnellement désirable, l'intérêt général exigeant que la revendication soit possible à perpétuité, et il semblerait, en effet, équitable et favorable à l'intérêt du crédit que l'acquéreur, qui peut être inquiété pendant un très grand nombre d'années après l'aliénation, fût indemnisé. (1) Mais le texte ne nous paraît pas pouvoir être étendu, d'autant plus que l'intérêt public, qui explique la faculté de revendication perpétuelle des choses du domaine public, implique

1. Saleilles. La loi du 30 mars 1887 n° 52 et 64.

aussi que la revendication ne doit pas être entravée, l'obligation de payer une indemnité pourrait être un grave obstacle.

Nous avons dit, d'autre part, qu'il est permis d'invoquer l'art. 2280, dans tous les cas où l'article 2279 alinéa 2 s'applique. Il en résulte, notamment, que celui qui aurait acheté dans une bourse d'effets publics, un effet au porteur perdu ou volé pourrait se prévaloir de l'art. 2280, sous réserve, bien entendu, de la loi du 15 Juin 1872 (1). Au contraire, le comptoir ou la boutique d'un changeur ne saurait être considéré comme un marché public et par suite, le changeur ne peut, pour les effets volés ou perdus qu'il a achetés chez lui, invoquer le bénéfice de l'art. 2280. (2)

Mais la question est controversée lorsque l'exception tirée de l'article 2280 est opposée, non par le changeur lui-même, mais par un tiers qui, dans la boutique du changeur, s'est rendu acquéreur du titre au porteur revendiqué. On admet généralement, en ce cas, le droit au remboursement du prix payé, parce que l'acquisition a été faite, non pas il est vrai, dans un marché pu-

1. Caucès t. p. 495. Aubry et Rau. t II §, 183. p. 149 n° 14. Laurent XXXII n° 590. Vahl. *op. cit.* n° 1423. Paris 9 déc. 1839 S. 40. 2. 113. 9 avril 1861. D. 65. 2. 53.

2. Cass. 21 nov. 1887. S. 78. I. 407. D. 78. I. 424. Paris 6 juin et 9 novemb. 1861. D. 65. 2. 53. Trib. Seine. 9 novembre 1892, 7 juin et 20 nov. 1893. *Gaz. du Palais*, 14 juin 1894. Aubry et Rau, *loc. cit.* Laurent. *loc. cit.* Vahl 1424.

blic, mais d'un marchand vendant des choses pareilles (1).

La loi du 30 mars 1887, dont nous avons déjà parlé, a elle aussi restreint l'application des arts. 2279 et 2280 ; la revendication des objets visés par cette loi, n'en pourra être exercée pendant trois ans qu'à charge de payer l'indemnité. Mais qui devra supporter l'indemnité. Si c'est le ministre qui exercera la revendication, devra-t-il la payer lui même, ou au contraire, pourra-t-il obliger l'ancien propriétaire à la payer ? Nous croyons que le propriétaire pourra être tenu de payer ces frais ; en effet, c'est comme mandataire légal, au nom de l'établissement public qui a indûment aliéné ou perdu l'objet revendiqué, que le ministre revendiquera, le fait de l'aliénation irrégulière, de la perte ou du vol, doit rester suivant le droit commun, à la charge du propriétaire et ne saurait être mis à la charge de l'Etat.

Il est vrai que le rapport fait au Sénat par M. Bardoux semble s'être inspiré d'une idée bien différente : « Nous ferons remarquer, dit-il, que nous accordons le droit de poursuivre la nullité de l'aliénation au propriétaire intéressé aussi bien qu'au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts ; le conseil d'Etat

1. Lyon-Caen et Renault. n. 1533. Buchère. *Valeurs mobilières* n. 1104 et sq. Folleville n. 143. *Contrà* Vincent *Revue pratique*. 1865. XIX, p. 478. Ortlieb, *Des effets de la possession des meubles* n. 67. Poincaré. p. 261 et sq.

a fait, avec raison, observer que, du moment que l'objet est classé, le propriétaire n'était pas complètement propriétaire, mais plutôt un administrateur représentant des personnes civiles... Quant au ministre c'est, comme représentant de l'Etat, nu propriétaire qu'il intente l'action ». On a soutenu aussi que l'Etat a un droit propre, une sorte de domaine éminent sur le mobilier artistique des établissements publics (1). Mais ces idées rationnellement exactes peut-être, ne nous semblent pas pouvoir être soutenues, alors qu'elles ne s'appuient sur aucun texte.

Une loi du 11 juillet 1892 a ajouté à l'article 2280 un paragraphe ainsi conçu : « Le bailleur qui revendique en vertu de l'article 2102, les meubles déplacés sans son consentement et qui ont été achetés dans les mêmes conditions, doit également rembourser le prix qu'ils lui ont coûté ». Ce texte a été admis pour assimiler la situation du bailleur qui revendique les objets garnissant les lieux loués et déplacés sans son consentement au propriétaire qui revendique les objets perdus ou volés.

Autrefois la question était discutée et la cour de Cassation avait décidé que l'art. 2280 ne pouvait s'appliquer au bailleur (2). C'est cette jurispru-

1. Saleilles. *Op. cit.*, n° 61.

2. Cass. 30 oct. 1888, S. 89. 1. 321 et la note de M. Meynal, 10 juillet 1889. S. 89. 1. 4. 24.

dence qui a rendu l'intervention législative nécessaire (1).

Ajoutons pour finir, que l'article 2280 souffre deux exceptions, qui forment pendant à deux de celles que souffre l'alinéa 1^{er} de l'article 2279. En effet, dans les cas prévus par la loi du 12-19 mai 1871 (art. 2) et la loi 15 juin 1872 (art. 12 et 14) le remboursement n'est pas exigé.

Enfin, d'après l'art. 2084, les maisons de prêts sur gages autorisées, c'est-à-dire les monts de piété sont régies par des lois et règlements particuliers. Or précisément, les statuts de beaucoup de ces établissements contiennent une disposition dérogatoire, au § 2 de l'art. 2279, disposition d'après laquelle le propriétaire revendiquant un objet perdu ou volé, qui a été engagé dans un mont-de-piété ne peut en obtenir la restitution qu'en remboursant la somme prêtée, les intérêts et les frais. S'il en était autrement, les monts de piété seraient obligés de faire une enquête minutieuse relative à chaque objet engagé. Ils ne répondraient plus ainsi au but pour lequel ils ont été créés et qui est de venir en aide rapidement et sans grands frais, aux personnes qui ont un besoin immédiat de ressources indispensables.

Toutefois, le remboursement ne pourra être exigé

1. V. le commentaire de M. Schaffhauser. *Rev. des lois nouvelles*, 1892. I. 445.

que si les formalités de l'engagement ont été exactement remplies. (1)

1. Cass. 24 juill. 1857. D. 57. 1. 394. Aubry et Rau II § 183 p. 150. Poincaré p. 256 Baudry et Tissier N° 909.

Vu : le Président de la thèse,
WEISS

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

DEUXIÈME PARTIE

De la règle : en fait de meubles possession vaut titre.

SECTION I. — <i>Du principe que les meubles n'ont pas de suite.</i>	49
§ I. — Principe.	50
§ II. — Conditions d'applications	58
I. — De la bonne foi.	64
II. — Du juste titre	71
III. — Des conditions relatives à la possession elle-même	75
§ III. — Des effets de la règle : « en fait de meubles possession vaut titre ».	97
SECTION II. — <i>Des exceptions apportées par le législateur à la règle : « En fait de meubles possession vaut titre ».</i>	101
§ I. — Exception relative aux meubles perdus ou volés.	102
§ II. — Exception consacrée par la loi des 12-19 mai 1879	115

§ III. — Exception résultant de la loi du 15 juin 1872 relative aux titres au porteur.	117
§ IV. — Exception résultant du droit de revendication accordé au bailleur par l'art. 2102.	125
§ V: — Tempéraments apportés par la loi aux excep- tions à la règle « en fait de meubles possession vaut titre ».	133

